

**RETURN BIDS TO:**

## RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government  
Services Canada/Réception des soumissions  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada**

**1713 Bedford Row**

**Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)**

**B3J 1T3**

## Nova Scotia

**Bid Fax: (902) 496-5016**

## Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

## Regional Individual Standing Offer (RISO)

### Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

## Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address****Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Atlantic Region Acquisitions/Région de l'Atlantique  
Acquisitions  
1713 Bedford Row  
Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)  
B3J 3C9  
Nova Scot

<b>Title - Sujet</b> Reparation d'eau et d'egouts	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W010C-170029/A	<b>Date</b> 2017-09-29
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W010C-17-0029	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$HAL-219-10207
<b>File No. - N° de dossier</b> HAL-7-79062 (219)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2017-10-17</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Atlantic Daylight Saving Time ADT
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Richard, Linda K.	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> hal219
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (902)496-5261 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (902)496-5016
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE SEE HEREIN HALIFAX NOVA SCOTIA B3K5X5 Canada	
<b>Security - Sécurité</b> This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Vendor/Firm Name and Address</b>	
<b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b>	
<b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)</b>	
<b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

---

**TABLE DES MATIÈRES**

<b>PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX .....</b>	<b>3</b>
1.1 INTRODUCTION .....	3
1.2 SOMMAIRE .....	3
1.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	4
1.4 COMPTE RENDU.....	4
<b>PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS .....</b>	<b>4</b>
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES .....	4
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES .....	4
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES.....	4
2.4 LOIS APPLICABLES.....	5
<b>PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES .....</b>	<b>5</b>
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES .....	5
<b>PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION.....</b>	<b>6</b>
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	6
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION .....	7
<b>PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....</b>	<b>7</b>
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE.....	7
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	8
<b>PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES .....</b>	<b>9</b>
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	9
6.3 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE.....	9
<b>PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT .....</b>	<b>9</b>
<b>A. OFFRE À COMMANDES .....</b>	<b>9</b>
7.1 OFFRE .....	9
7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	10
7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	10
7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES .....	11
7.5 RESPONSABLES.....	11
7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES .....	12
7.7 UTILISATEURS DÉSIGNÉS .....	12
7.8 INSTRUMENT DE COMMANDE.....	12
7.9 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES .....	13
7.10 LIMITATION FINANCIÈRE .....	13
7.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS.....	13
7.12 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	14
7.13 LOIS APPLICABLES.....	14
<b>B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....</b>	<b>14</b>
7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX .....	14

---

7.2	CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	14
7.3	DURÉE DU CONTRAT .....	15
7.4	DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES .....	15
7.5	PAIEMENT .....	15
7.6	INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION.....	16
7.7	EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE.....	16
7.8	CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i> .....	17
<b>ANNEXE « A »</b>	.....	<b>18</b>
	<i>BESOIN</i> .....	18
<b>ANNEXE « B »</b>	.....	<b>19</b>
	BASE DE PAIEMENT.....	19
<b>ANNEXE « C »</b>	.....	<b>30</b>
	LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	30
	INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE .....	35
<b>ANNEXE « E »</b>	.....	<b>36</b>
	EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE .....	36

## PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### 1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- |          |   |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;  |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;  |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;  |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection;   |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;   |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances : comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et  |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent :<br><br>7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;<br><br>7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent le Besoin, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique, le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation et toute autre annexe.

### 1.2 Sommaire

1.2.1 Les travaux visés par la présente offre à commandes comprennent l'apport de toute la main d'œuvre et de tous les matériaux et outils, ainsi que tout le matériel requis dans la réparation d'urgence ou normale des réseaux de distribution d'eau and des réseaux de trachées drainantes, des ponceaux, des trous d'homme, des réseaux de drains de fondation, etc, y comprise des travaux d'excavation et de remblayage à divers emplacements de BFC Halifax.

L'offre à commandes est de 1 novembre 2017 au 31 octobre 2018, et deux périodes d'une durée d'un an options.

1.2.2 Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

1.2.3 Pour ce besoin, une préférence est accordée aux produits et(ou) aux services canadiens.

### 1.3 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances; et la Partie 7 – Offre à commandes et clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>.)

### 1.4 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

## PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

### 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document [2006](#) (2017-04-27)) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

### 2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

### 2.3 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans

les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

## 2.4 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Nouvelle-Écosse et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

## PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

### 3.1 Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (2 copies papier)

Section II : offre financière (1 copies papier)

Section III: attestations (1 copies papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

#### Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

**Section II : Offre financière**

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement.

**3.1.1 Paiement électronique de factures - offre**

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « D » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « D » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

**Section III: Attestations**

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

**PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION****4.1 Procédures d'évaluation**

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.
- c) L'équipe d'évaluation devra d'abord déterminer si deux offres ou plus sont accompagnées d'une attestation valide de contenu canadien. Si c'est le cas, seulement les offres accompagnées d'une attestation valide seront évaluées selon le processus d'évaluation, sinon toutes les offres reçues seront évaluées. Si des offres accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, et qu'il reste moins de deux offres recevables accompagnées d'une attestation valide, l'équipe poursuivra l'évaluation des offres accompagnées d'une attestation valide. Si toutes les offres accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, alors toutes les autres offres reçues seront évaluées.

**4.1.1 Évaluation technique****4.1.1.1 Critères techniques obligatoires**

***Pour être jugée conforme, une soumission doit satisfaire à toutes les exigences obligatoires indiquées ci-dessous. Les soumissions qui ne satisfont pas à toutes les exigences obligatoires ci-dessous seront jugées non recevables et seront rejetées.***

**Exigence OBLIGATOIRE à la date de clôture de la demande de soumissions**

1. Expérience : Les offrants doivent posséder un minimum de 5 années d'expérience pertinente dans le domaine de la réparation des systèmes de distribution d'eau ainsi que des systèmes d'égout sanitaire et pluvial. Énumérer trois projets/contrats

importants que vous avez réalisés dans les cinq (5) dernières années qui démontrent une expérience pratique de projets similaires à ce qui est contenu dans l'exposé des travaux.

2. Références – Inclure 3 lettres de recommandation pour les 3 grands projets mentionnés plus haut (une lettre par projet). Chaque référence doit être vérifiable et comprendre les renseignements suivants :

- a) le nom de l'organisation cliente;
- b) le nom, le titre du poste, le numéro de téléphone, le numéro de télécopieur et l'adresse de courriel de la personne à contacter.

3. Le soumissionnaire doit avoir, au moment de la clôture de l'invitation à soumissionner, une autorisation de sécurité valide (conformément à la clause 1 des clauses de sécurité, par exemple : cote de vérification d'organisation désignée [VOD]) délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), faute de quoi sa soumission sera jugée non recevable et rejetée.

#### **4.1.2 Évaluation financière**

Le prix de l'offre sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

#### **4.2 Méthode de sélection**

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

### **PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

#### **5.1 Attestations exigées avec l'offre**

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.



### 5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les offrants doivent présenter avec leur offre, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

### 5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

#### 5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

#### 5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » ) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

## **PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES**

### **6.1 Exigences relatives à la sécurité**

1. À la date de clôture de la demande d'offres à commandes, les conditions suivantes doivent être respectées :
  - a) l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
  - b) les individus proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
  - c) l'offrant doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>). le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels.

### **6.3 Exigences en matière d'assurance**

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe E si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

## **PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

### **A. OFFRE À COMMANDES**

#### **7.1 Offre**

- 7.1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

## 7.2 Exigences relatives à la sécurité

**7.2.1** Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le Programme de sécurité des contrats) s'appliquent et font partie intégrante de l'offre à commandes.

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
  - a. de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;
  - b. du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

## 7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

### 7.3.1 Conditions générales

[2005](#) (2017-06-21), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

### 7.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens et services qu'il fournit au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats effectués par le Canada, y compris ceux payés au moyen d'une carte d'achat du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe intitulée Rapport d'utilisation d'offre à commandes. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

- 
- premier trimestre : du 1 avril au 30 juin
  - deuxième trimestre : du 1 juillet au 30 septembre
  - troisième trimestre : du 1 octobre au 31 décembre
  - quatrième trimestre : du 1 janvier au 31 mars

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours civils suivant la fin de la période de référence.

## **7.4 Durée de l'offre à commandes**

### **7.4.1 Période de l'offre à commandes**

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du 1 décembre 2017 au 30 novembre 2018.

### **7.4.2 Prolongation de l'offre à commandes**

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour deux périodes supplémentaire d'un an chacun, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

### **7.4.3 Points de livraisons**

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'Annexe « A » de l'offre à commandes.

## **7.5 Responsables**

### **7.5.1 Responsable de l'offre à commandes**

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Linda Richard  
Titre : spécialiste d'approvisionnements  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Adresse : 1713 Bedford Row  
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3C9

Téléphone : (902) 402-9059  
Télécopieur : (902) 496-5261  
Courriel : linda.k.richard@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute

question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

### 7.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

### 7.5.3 Représentant de l'offrant

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

### 7.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

### 7.7 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est :  
Secteur des opérations immobilières - Halifax (RPOS-H), BFC Halifax, Halifax, N.-É.

### 7.8 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateur(s) désigné(s) à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes 2 ou 3 ci-après, ou au moyen de la carte d'achat du Canada (Visa ou MasterCard) pour les besoins de faible valeur.

1. Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.
2. Les formulaires suivants sont disponibles au site Web [Catalogue de formulaires](#) :
  - PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes
  - PWGSC-TPGSC 942-2 Commande subséquente à une offre à commandes (Livraison multiple)

- PWGSC-TPSGC 944 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (anglais seulement)
- PWGSC-TPSGC 945 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (français seulement)

ou

3. Un formulaire équivalent ou un document électronique de commande subséquente qui comprend à tous le moins les renseignements suivants :

- le numéro de l'offre à commandes;
- l'énoncé auquel les modalités de l'offre à commandes ont été intégrées;
- la description et le prix unitaire de chaque article;
- la valeur totale de la commande subséquente;
- le point de livraison;
- la confirmation comme quoi les fonds sont disponibles aux termes de l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
- la confirmation comme quoi l'utilisateur a été désigné dans le cadre de l'offre à commandes et qu'il détient l'autorisation d'établir un contrat.

## 7.9 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 40 000\$ (taxes applicables incluses).

## 7.10 Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de 700 000 \$, (*taxes applicables exclues*) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou trois (3) mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

## 7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2010C (2016-04-04) Conditions générales - services (complexité moyenne);
- e) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement;
- g) l'Annexe « C », Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (*s'il y a lieu*);

- 
- h) l'Annexe « E », Exigences en matière d'assurance;  
i) l'offre de l'offrant en date du \_\_\_\_\_ (*insérer la date de l'offre*)

## **7.12 Attestations et renseignements supplémentaires**

### **7.12.1 Conformité**

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

### **7.13 Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur en Nouvelle-Écosse et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

## **B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

### **7.1 Énoncé des travaux**

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

### **7.2 Clauses et conditions uniformisées**

#### **7.2.1 Conditions générales**

2010C (2016-04-04), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 13, Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2010C (2016-04-04), Conditions générales - services (complexité moyenne) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

#### **7.2.3 Clauses du Guide des CCUA**

Clause du Guide des CCUA M3800C (2006-08-15) Estimation de coût

---

### 7.3 Durée du contrat

#### 7.3.1 Date de livraison

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

### 7.4 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

### 7.5 Paiement

#### 7.5.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé *des prix unitaires fermes précisés dans l'annexe B*, selon un montant total de \_\_\_\_\_ \$ (*insérer le montant au moment de l'attribution du contrat*). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

#### 7.5.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* [C6000C](#) (2017-08-17), Limite de prix

#### 7.5.3 Paiement unique

Clause du *Guide des CCUA* H1000C (2008-05-12), Paiement unique

#### 7.5.4 Clauses du *Guide des CCUA*

Clause du *Guide des CCUA* A9117C (2007-11-30) T1204 - demande directe du ministère client

#### 7.5.5 Paiement électronique de factures – commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)



## 7.6 Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Chaque facture doit être appuyée par:

1. contrat numéro ;
2. commande / numéro de série ;
3. numéro d'offre réquisition/ordre ;
4. construire le nombre ou l'emplacement ;
5. les dates pendant lesquelles le travail a été accompli ;
6. une description détaillée des travaux effectués, avec la liste détaillée des matériaux & travail (une copie de la facture de l'entrepreneur de son fournisseur de matériel sera également incluse de plus tous les autres frais imputés), travail, frais généraux, profits et taxes applicables sera inclus séparément sur la facture.

2. Les factures doivent être distribuées comme suit :

- a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse suivante pour attestation et paiement.

APR (H)

- b. Section des comptes payables

Forces maritimes Atlantique B.p. 99000  
Succursale Forces, Willow Park Bldg. WL 7  
Halifax, NS B3K 5 X 5

Les factures doivent être soumises dans les 30 jours suivant l'achèvement des travaux.

Chaque facture indique les informations suivantes :

Coûts de main-d'œuvre sont ventilés par commerce et sous-traités. Les feuilles de temps du travail seront également fournis sur demande.

Aucune facture ne sera traitée sans une information correcte comme indiqué.

Paiements du MDN à entrepreneur seront fera par le biais de processus de dépôt direct. L'entrepreneur devra fournir les documents suivants aux comptes payables :

1. les banques d'informations dépôt direct ; et
2. adresse e-mail.

## 7.7 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe E.

L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le

---

respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

## **7.8      *Clauses du Guide des CCUA***

D5328C (2014-06-26) Inspection et acceptation

C0711C (2008-05-12) Contrôle du temps

B1501C (2006-06-16) Appareillage électrique

A9062C (2011-05-16) Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

A0285C (2007-05-25) Indemnisation des accidents du travail

N° de l'invitation - Sollicitation No.

W010C-170029

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W010C-17-0029

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

hal-7-79062

Id de l'acheteur - Buyer ID

HAL219

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

## **ANNEXE « A »**

### ***BESOIN***

Voyez ci-joint

## ANNEXE « B »

### BASE DE PAIEMENT

**Heures normales de travail:** 7h30 à 16h du lundi au vendredi.

**Heures en dehors des heures normales de travail:** Comprend, samedi, dimanche et les jours fériés.

Quantité estimée (B) pour chaque article de la Base de paiement n'est qu'une estimation à des fins d'évaluation et ne déduit pas que toutes les quantités pour cet article seront utilisées ou que les quantités ne pourront être dépassées.

<b>Tableau 1</b> <b>Fixation des prix – 1<sup>ère</sup> année</b> <b>Du 1 décembre 2017 au 30 novembre 2018</b>					
Colonne A Article	Colonne B Description	Colonne C Unité de mesure	Colonne D Tarif unitaire	Colonne E Nombre estimé	Colonne F Prix unitaire 1 <sup>ère</sup> année(DxE)
<b>A.</b>	<b>Taux de rémunération de la main-d'œuvre - Heures normales de travail</b> Comprend le temps de déplacement à destination et en provenance du lieu des travaux, dans les limites et à l'extérieur de la Municipalité régionale d'Halifax.				
.1	technicien superviseur sur place	par heure	_____ \$	300	_____ \$
.2	ouvrier qualifié	par heure	_____ \$	300	_____ \$
.3	ouvrier	par heure	_____ \$	300	_____ \$
<b>B.</b>	<b>Taux de rémunération de la main-d'œuvre - En dehors des heures normales de travail</b> Comprend le temps de déplacement à destination et en provenance du lieu des travaux, dans les limites et à l'extérieur de la Municipalité régionale d'Halifax.				
.1	technicien superviseur sur place	par heure	_____ \$	75	_____ \$
.2	ouvrier qualifié	par heure	_____ \$	75	_____ \$
.3	ouvrier	par heure	_____ \$	75	_____ \$
<b>C.</b>	<b>Taux d'équipement</b> Comprend l'opérateur et les coûts d'exploitation associés.				
.1	pelle rétrocaveuse, JD 710K ou l'équivalent	par heure	_____ \$	150	_____ \$

.2	camion d'excavation sous vide Mega Vac	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.3	camion à benne, simple essieu	par heure	_____ \$	100	_____ \$
.4	camion à benne, essieu en tandem 18 à 20 verges cube	par heure	_____ \$	100	_____ \$
.5	chargeuse à direction à glissement	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.6	chargeuse frontale, JD 544 ou l'équivalent	par heure	_____ \$	100	_____ \$
.7	marteau hydraulique / pelle rétrocaveuse, JD 490 ou l'équivalent	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.8	excavatrice, JD 200 LC ou l'équivalent	par heure	_____ \$	75	_____ \$
.9	camion dégorgeoir	par heure	_____ \$	30	_____ \$
.10	rouleau vibreur BW 172 D ou l'équivalent	par heure	_____ \$	75	_____ \$
.11	rouleau à conducteur à pied	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.12	plaque vibrante	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.13	scie à tronçonner à essence	par heure	_____ \$	30	_____ \$
.14	génératrice portative, d'au moins 3 kW	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.15	inspection par caméra vidéo des réseaux d'égouts	par heure	_____ \$	30	_____ \$
.16	sonde de conduite d'eau	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.17	essai du dispositif anti-refoulement	par heure	_____ \$	20	_____ \$
<b>D.</b>	<b>Matériaux de remblai approuvé – selon la section 31 23 33.01 de l'Annexe «A» Besoin</b>				
.1	gravier de type 1	par tonne	_____ \$	50	_____ \$
.2	gravier de type 2	par tonne	_____ \$	50	_____ \$
.3	gravier de type 3 (d'appoint)	par tonne	_____ \$	50	_____ \$
.4	remblai de type 4 (emprunt)	par tonne	_____ \$	50	_____ \$
.5	remblai de type 5 (sable)	par tonne	_____ \$	20	_____ \$
.6	remblai de type 6 (pierre de décantation)	par tonne	_____ \$	10	_____ \$
.7	remblai de type 7 (terre végétale)	par tonne	_____ \$	30	_____ \$

**Tableau 1 – Prix total proposé 1<sup>ère</sup> année**

\_\_\_\_\_ \$

**Note:**

- .1 Une allocation pour les matériaux, la sous-traitance, la location, et l'équipement spécialisé au coût net majoré de 10%.
- .2 L'équipement tel que les camions à flèches, les scies à asphalte à conducteur à pied, les foreuses de trous pour poteaux, les dispositifs de signalisation, etc., non énuméré sur la liste ci-dessus ne sera pas visé par un taux horaire. Il sera loué par l'entrepreneur et payé conformément à la facture de location fournie par l'entrepreneur, plus une marge bénéficiaire de 10%.
- .3 L'enlèvement du sol contaminé et du réservoir seront facturés aux tarifs horaires indiqués ci-dessus.
- .4 L'élimination du sol contaminé (y compris le manifeste de transport) au coût d'une redevance de déversement.

**Tableau 2****Fixation des prix – 2<sup>ème</sup> année****Du 1 décembre 2018 au 30 novembre 2019**

Colonne A Article	Colonne B Description	Colonne C Unité de mesure	Colonne D Tarif unitaire	Colonne E Nombre estimé	Colonne F Prix unitaire 2 <sup>ème</sup> année (DxE)
<b>A.</b>	<b>Taux de rémunération de la main-d'œuvre - Heures normales de travail</b> Comprend le temps de déplacement à destination et en provenance du lieu des travaux, dans les limites et à l'extérieur de la Municipalité régionale d'Halifax.				
.1	technicien superviseur sur place	par heure	_____ \$	300	_____ \$
.2	ouvrier qualifié	par heure	_____ \$	300	_____ \$
.3	ouvrier	par heure	_____ \$	300	_____ \$
<b>B.</b>	<b>Taux de rémunération de la main-d'œuvre - En dehors des heures normales de travail</b> Comprend le temps de déplacement à destination et en provenance du lieu des travaux, dans les limites et à l'extérieur de la Municipalité régionale d'Halifax.				
.1	technicien superviseur sur place	par heure	_____ \$	75	_____ \$
.2	ouvrier qualifié	par heure	_____ \$	75	_____ \$
.3	ouvrier	par heure	_____ \$	75	_____ \$
<b>C.</b>	<b>Taux d'équipement</b> Comprend l'opérateur et les coûts d'exploitation associés.				
.1	pelle rétrocaveuse, JD 710K ou l'équivalent	par heure	_____ \$	150	_____ \$
.2	camion d'excavation sous vide Mega Vac	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.3	camion à benne, simple essieu	par heure	_____ \$	100	_____ \$
.4	camion à benne, essieu en tandem 18 à 20 verges cube	par heure	_____ \$	100	_____ \$
.5	chargeuse à direction à	par heure	_____ \$	50	_____ \$

	glissement				
.6	chargeuse frontale, JD 544 ou l'équivalent	par heure	_____ \$	100	_____ \$
.7	marteau hydraulique / pelle rétrocaveuse, JD 490 ou l'équivalent	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.8	excavatrice, JD 200 LC ou l'équivalent	par heure	_____ \$	75	_____ \$
.9	camion dégorgeoir	par heure	_____ \$	30	_____ \$
.10	rouleau vibreur BW 172 D ou l'équivalent	par heure	_____ \$	75	_____ \$
.11	rouleau à conducteur à pied	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.12	plaque vibrante	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.13	scie à tronçonner à essence	par heure	_____ \$	30	_____ \$
.14	génératrice portative, d'au moins 3 kW	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.15	inspection par caméra vidéo des réseaux d'égouts	par heure	_____ \$	30	_____ \$
.16	sonde de conduite d'eau	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.17	essai du dispositif anti-refoulement	par heure	_____ \$	20	_____ \$
<b>D.</b>	<b>Matériaux de remblai approuvé – selon la section 31 23 33.01 de l'Annexe «A» Besoin</b>				
.1	gravier de type 1	par tonne	_____ \$	50	_____ \$
.2	gravier de type 2	par tonne	_____ \$	50	_____ \$
.3	gravier de type 3 (d'appoint)	par tonne	_____ \$	50	_____ \$
.4	remblai de type 4 (emprunt)	par tonne	_____ \$	50	_____ \$
.5	remblai de type 5 (sable)	par tonne	_____ \$	20	_____ \$
.6	remblai de type 6 (pierre de décantation)	par tonne	_____ \$	10	_____ \$
.7	remblai de type 7 (terre végétale)	par tonne	_____ \$	30	_____ \$
<b>Tableau 2 – Prix total proposé 2<sup>ème</sup> année</b>					_____ \$
<b>Note:</b>					
.1	Une allocation pour les matériaux, la sous-traitance, la location, et l'équipement spécialisé au coût net majoré de 10%.				
.2	L'équipement tel que les camions à flèches, les scies à asphalte à conducteur à pied, les foreuses de trous pour poteaux, les dispositifs de signalisation, etc., non énuméré sur la liste ci-dessus ne sera pas visé par un taux horaire. Il sera loué par l'entrepreneur et payé conformément à la facture de location				

	fournie par l'entrepreneur, plus une marge bénéficiaire de 10%.
.3	L'enlèvement du sol contaminé et du réservoir seront facturés aux tarifs horaires indiqués ci-dessus.
.4	L'élimination du sol contaminé (y compris le manifeste de transport) au coût d'une redevance de déversement.

**Tableau 3**  
**Fixation des prix – 1<sup>ère</sup> année d'option**  
**Du 1 décembre 2019 au 30 novembre 2020**

Colonne A Article	Colonne B Description	Colonne C Unité de mesure	Colonne D Tarif unitaire	Colonne E Nombre estimé	Colonne F Prix unitaire 1 <sup>ère</sup> année d'option (DxE)
<b>A.</b>	<b>Taux de rémunération de la main-d'œuvre - Heures normales de travail</b> Comprend le temps de déplacement à destination et en provenance du lieu des travaux, dans les limites et à l'extérieur de la Municipalité régionale d'Halifax.				
.1	technicien superviseur sur place	par heure	_____ \$	300	_____ \$
.2	ouvrier qualifié	par heure	_____ \$	300	_____ \$
.3	ouvrier	par heure	_____ \$	300	_____ \$
<b>B.</b>	<b>Taux de rémunération de la main-d'œuvre - En dehors des heures normales de travail</b> Comprend le temps de déplacement à destination et en provenance du lieu des travaux, dans les limites et à l'extérieur de la Municipalité régionale d'Halifax.				
.1	technicien superviseur sur place	par heure	_____ \$	75	_____ \$
.2	ouvrier qualifié	par heure	_____ \$	75	_____ \$
.3	ouvrier	par heure	_____ \$	75	_____ \$
<b>C.</b>	<b>Taux d'équipement</b> Comprend l'opérateur et les coûts d'exploitation associés.				
.1	pelle rétrocaveuse, JD 710K ou l'équivalent	par heure	_____ \$	150	_____ \$
.2	camion d'excavation sous vide Mega Vac	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.3	camion à benne, simple essieu	par heure	_____ \$	100	_____ \$
.4	camion à benne, essieu en tandem 18 à 20 verges cube	par heure	_____ \$	100	_____ \$
.5	chargeuse à direction à glissement	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.6	chargeuse frontale, JD 544 ou l'équivalent	par heure	_____ \$	100	_____ \$
.7	marteau hydraulique / pelle	par heure	_____ \$	50	_____ \$



	rétrocaveuse, JD 490 ou l'équivalent				
.8	excavatrice, JD 200 LC ou l'équivalent	par heure	_____ \$	75	_____ \$
.9	camion dégorgeoir	par heure	_____ \$	30	_____ \$
.10	rouleau vibreur BW 172 D ou l'équivalent	par heure	_____ \$	75	_____ \$
.11	rouleau à conducteur à pied	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.12	plaque vibrante	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.13	scie à tronçonner à essence	par heure	_____ \$	30	_____ \$
.14	génératrice portative, d'au moins 3 kW	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.15	inspection par caméra vidéo des réseaux d'égouts	par heure	_____ \$	30	_____ \$
.16	sonde de conduite d'eau	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.17	essai du dispositif anti-refoulement	par heure	_____ \$	20	_____ \$
<b>D.</b>	<b>Matériaux de remblai approuvé – selon la section 31 23 33.01 de l'Annexe «A» Besoin</b>				
.1	gravier de type 1	par tonne	_____ \$	50	_____ \$
.2	gravier de type 2	par tonne	_____ \$	50	_____ \$
.3	gravier de type 3 (d'appoint)	par tonne	_____ \$	50	_____ \$
.4	remblai de type 4 (emprunt)	par tonne	_____ \$	50	_____ \$
.5	remblai de type 5 (sable)	par tonne	_____ \$	20	_____ \$
.6	remblai de type 6 (pierre de décantation)	par tonne	_____ \$	10	_____ \$
.7	remblai de type 7 (terre végétale)	par tonne	_____ \$	30	_____ \$
<b>Tableau 3 – Prix total proposé 1<sup>ère</sup> année d'option</b>					_____ \$
<b>Note:</b>					
.1	Une allocation pour les matériaux, la sous-traitance, la location, et l'équipement spécialisé au coût net majoré de 10%.				
.2	L'équipement tel que les camions à flèches, les scies à asphalte à conducteur à pied, les foreuses de trous pour poteaux, les dispositifs de signalisation, etc., non énuméré sur la liste ci-dessus ne sera pas visé par un taux horaire. Il sera loué par l'entrepreneur et payé conformément à la facture de location fournie par l'entrepreneur, plus une marge bénéficiaire de 10%.				
.3	L'enlèvement du sol contaminé et du réservoir seront facturés aux tarifs horaires indiqués ci-dessus.				
.4	L'élimination du sol contaminé (y compris le manifeste de transport) au coût d'une redevance de déversement.				

<b>Tableau 4</b> <b>Fixation des prix – 2<sup>ème</sup> année d’option</b> <b>Du 1 décembre 2020 au 30 novembre 2021</b>					
Colonne A Article	Colonne B Description	Colonne C Unité de mesure	Colonne D Tarif unitaire	Colonne E Nombre estimé	Colonne F Prix unitaire 2 <sup>ème</sup> année d’option (DxE)
<b>A.</b>	<b>Taux de rémunération de la main-d’œuvre - Heures normales de travail</b> Comprend le temps de déplacement à destination et en provenance du lieu des travaux, dans les limites et à l’extérieur de la Municipalité régionale d’Halifax.				
.1	technicien superviseur sur place	par heure	_____ \$	300	_____ \$
.2	ouvrier qualifié	par heure	_____ \$	300	_____ \$
.3	ouvrier	par heure	_____ \$	300	_____ \$
<b>B.</b>	<b>Taux de rémunération de la main-d’œuvre - En dehors des heures normales de travail</b> Comprend le temps de déplacement à destination et en provenance du lieu des travaux, dans les limites et à l’extérieur de la Municipalité régionale d’Halifax.				
.1	technicien superviseur sur place	par heure	_____ \$	75	_____ \$
.2	ouvrier qualifié	par heure	_____ \$	75	_____ \$
.3	ouvrier	par heure	_____ \$	75	_____ \$
<b>C.</b>	<b>Taux d’équipement</b> Comprend l’opérateur et les coûts d’exploitation associés.				
.1	pelle rétrocaveuse, JD 710K ou l’équivalent	par heure	_____ \$	150	_____ \$
.2	camion d’excavation sous vide Mega Vac	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.3	camion à benne, simple essieu	par heure	_____ \$	100	_____ \$
.4	camion à benne, essieu en tandem 18 à 20 verges cube	par heure	_____ \$	100	_____ \$

.5	chargeuse à direction à glissement	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.6	chargeuse frontale, JD 544 ou l'équivalent	par heure	_____ \$	100	_____ \$
.7	marteau hydraulique / pelle rétrocaveuse, JD 490 ou l'équivalent	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.8	excavatrice, JD 200 LC ou l'équivalent	par heure	_____ \$	75	_____ \$
.9	camion dégorgeoir	par heure	_____ \$	30	_____ \$
.10	rouleau vibreur BW 172 D ou l'équivalent	par heure	_____ \$	75	_____ \$
.11	rouleau à conducteur à pied	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.12	plaque vibrante	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.13	scie à tronçonner à essence	par heure	_____ \$	30	_____ \$
.14	génératrice portative, d'au moins 3 kW	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.15	inspection par caméra vidéo des réseaux d'égouts	par heure	_____ \$	30	_____ \$
.16	sonde de conduite d'eau	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.17	essai du dispositif anti-refoulement	par heure	_____ \$	20	_____ \$
<b>D.</b>	<b>Matériaux de remblai approuvé – selon la section 31 23 33.01 de l'Annexe «A» Besoin</b>				
.1	gravier de type 1	par tonne	_____ \$	50	_____ \$
.2	gravier de type 2	par tonne	_____ \$	50	_____ \$
.3	gravier de type 3 (d'appoint)	par tonne	_____ \$	50	_____ \$
.4	remblai de type 4 (emprunt)	par tonne	_____ \$	50	_____ \$
.5	remblai de type 5 (sable)	par tonne	_____ \$	20	_____ \$
.6	remblai de type 6 (pierre de décantation)	par tonne	_____ \$	10	_____ \$
.7	remblai de type 7 (terre végétale)	par tonne	_____ \$	30	_____ \$
<b>Tableau 4 – Prix total proposé 2<sup>ème</sup> année d'option</b>					_____ \$
<b>Note:</b>					
.1	Une allocation pour les matériaux, la sous-traitance, la location, et l'équipement spécialisé au coût net majoré de 10%.				

.2	L'équipement tel que les camions à flèches, les scies à asphalte à conducteur à pied, les foreuses de trous pour poteaux, les dispositifs de signalisation, etc., non énuméré sur la liste ci-dessus ne sera pas visé par un taux horaire. Il sera loué par l'entrepreneur et payé conformément à la facture de location fournie par l'entrepreneur, plus une marge bénéficiaire de 10%.
.3	L'enlèvement du sol contaminé et du réservoir seront facturés aux tarifs horaires indiqués ci-dessus.
.4	L'élimination du sol contaminé (y compris le manifeste de transport) au coût d'une redevance de déversement.

**Tableau 5**  
**Fixation des prix – 3<sup>ème</sup> année d'option**  
**Du 1 décembre 2021 au 30 novembre 2022**

Colonne A Article	Colonne B Description	Colonne C Unité de mesure	Colonne D Tarif unitaire	Colonne E Nombre estimé	Colonne F Prix unitaire 2 <sup>ème</sup> année d'option (DxE)
<b>A.</b>	<b>Taux de rémunération de la main-d'œuvre - Heures normales de travail</b> Comprend le temps de déplacement à destination et en provenance du lieu des travaux, dans les limites et à l'extérieur de la Municipalité régionale d'Halifax.				
.1	technicien superviseur sur place	par heure	_____ \$	300	_____ \$
.2	ouvrier qualifié	par heure	_____ \$	300	_____ \$
.3	ouvrier	par heure	_____ \$	300	_____ \$
<b>B.</b>	<b>Taux de rémunération de la main-d'œuvre - En dehors des heures normales de travail</b> Comprend le temps de déplacement à destination et en provenance du lieu des travaux, dans les limites et à l'extérieur de la Municipalité régionale d'Halifax.				
.1	technicien superviseur sur place	par heure	_____ \$	75	_____ \$
.2	ouvrier qualifié	par heure	_____ \$	75	_____ \$
.3	ouvrier	par heure	_____ \$	75	_____ \$
<b>C.</b>	<b>Taux d'équipement</b> Comprend l'opérateur et les coûts d'exploitation associés.				
.1	pelle rétrocaveuse, JD 710K ou l'équivalent	par heure	_____ \$	150	_____ \$
.2	camion d'excavation sous vide Mega Vac	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.3	camion à benne, simple essieu	par heure	_____ \$	100	_____ \$
.4	camion à benne, essieu en tandem 18 à 20 verges cube	par heure	_____ \$	100	_____ \$
.5	chargeuse à direction à glissement	par heure	_____ \$	50	_____ \$

.6	chargeuse frontale, JD 544 ou l'équivalent	par heure	_____ \$	100	_____ \$
.7	marteau hydraulique / pelle rétrocaveuse, JD 490 ou l'équivalent	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.8	excavatrice, JD 200 LC ou l'équivalent	par heure	_____ \$	75	_____ \$
.9	camion dégorgeoir	par heure	_____ \$	30	_____ \$
.10	rouleau vibreur BW 172 D ou l'équivalent	par heure	_____ \$	75	_____ \$
.11	rouleau à conducteur à pied	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.12	plaque vibrante	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.13	scie à tronçonner à essence	par heure	_____ \$	30	_____ \$
.14	génératrice portative, d'au moins 3 kW	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.15	inspection par caméra vidéo des réseaux d'égouts	par heure	_____ \$	30	_____ \$
.16	sonde de conduite d'eau	par heure	_____ \$	50	_____ \$
.17	essai du dispositif anti-refoulement	par heure	_____ \$	20	_____ \$
<b>D.</b>	<b>Matériaux de remblai approuvé – selon la section 31 23 33.01 de l'Annexe «A» Besoin</b>				
.1	gravier de type 1	par tonne	_____ \$	50	_____ \$
.2	gravier de type 2	par tonne	_____ \$	50	_____ \$
.3	gravier de type 3 (d'appoint)	par tonne	_____ \$	50	_____ \$
.4	remblai de type 4 (emprunt)	par tonne	_____ \$	50	_____ \$
.5	remblai de type 5 (sable)	par tonne	_____ \$	20	_____ \$
.6	remblai de type 6 (pierre de décantation)	par tonne	_____ \$	10	_____ \$
.7	remblai de type 7 (terre végétale)	par tonne	_____ \$	30	_____ \$
<b>Tableau 5 – Prix total proposé 3<sup>ème</sup> année d'option</b>					_____ \$

**Note:**

- .1 Une allocation pour les matériaux, la sous-traitance, la location, et l'équipement spécialisé au coût net majoré de 10%.
- .2 L'équipement tel que les camions à flèches, les scies à asphalte à conducteur à pied, les foreuses de trous pour poteaux, les dispositifs de signalisation, etc., non énuméré sur la liste ci-dessus ne sera pas visé par un taux horaire. Il sera loué par l'entrepreneur et payé conformément à la facture de location fournie par l'entrepreneur, plus une marge bénéficiaire de 10%.
- .3 L'enlèvement du sol contaminé et du réservoir seront facturés aux tarifs horaires indiqués ci-dessus.
- .4 L'élimination du sol contaminé (y compris le manifeste de transport) au coût d'une redevance de déversement.

N° de l'invitation - Sollicitation No.

W010C-170029

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W010C-17-0029

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier  
hal-7-79062

Id de l'acheteur - Buyer ID

HAL219

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

**Prix total proposé = Tableau (1 + 2 + 3 + 4 + 5)**

**Tableau 1** \_\_\_\_\_\$

**Tableau 2** \_\_\_\_\_\$

**Tableau 3** \_\_\_\_\_\$

**Tableau 4** \_\_\_\_\_\$

**Tableau 5** \_\_\_\_\_\$

---

**Prix total proposé:** \_\_\_\_\_\$

N° de l'invitation - Sollicitation No.

W010C-170029

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W010C-17-0029

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier  
hal-7-79062

Id de l'acheteur - Buyer ID

HAL219

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

## **ANNEXE « C »**

### **LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ**

W010C-170029

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W010C-17-0029

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier  
hal-7-79062

Id de l'acheteur - Buyer ID

HAL219

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

[illegible]



Id de l'acheteur - Buyer ID  
**HAL219**  
 N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

[illegible]

Id de l'acheteur - Buyer ID  
**HAL219**  
 N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

 Government of Canada / Le Gouvernement du Canada		Supply Specialist / Spécialiste des Fournitures 905-941-1234	
Supply Specialist / Spécialiste des Fournitures 905-941-1234			
Name / Nom: [Redacted] Title / Titre: [Redacted]		Signature / Signature: [Redacted] Date / Date: [Redacted]	
Address / Adresse: [Redacted] City / Ville: [Redacted]		Phone / Téléphone: [Redacted] Fax / Télécopieur: [Redacted]	
E-mail / Courriel: [Redacted]		Signature / Signature: [Redacted] Date / Date: [Redacted]	
Name / Nom: [Redacted] Title / Titre: [Redacted]		Signature / Signature: [Redacted] Date / Date: [Redacted]	
Address / Adresse: [Redacted] City / Ville: [Redacted]		Phone / Téléphone: [Redacted] Fax / Télécopieur: [Redacted]	
E-mail / Courriel: [Redacted]		Signature / Signature: [Redacted] Date / Date: [Redacted]	

---

## **ANNEXE « D » de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES**

### **INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE**

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement) ;
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

## **ANNEXE « E »**

### **EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE**

#### **1. Assurance de responsabilité civile commerciale**

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
  - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
  - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
  - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
  - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
  - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
  - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
  - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
  - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
  - j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

- 
- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n. Assurance tous risques de responsabilité civile des locataires : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de l'occupation d'installations louées.
- o. Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
- p. Droits de poursuite : Conformément é l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

**Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :**

*Directeur  
Direction du droit des affaires  
Bureau régional du Québec (Ottawa)  
Ministère de la Justice  
284, rue Wellington, pièce SAT-6042  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

**Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :**

*Avocat général principal  
Section du contentieux des affaires civiles  
Ministère de la Justice  
234, rue Wellington, Tour de l'Est  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.



Ministère de la Défense nationale



Devis

Convention d'offre à commandes

## **Réparations aux réseaux de distribution d'eau et des égouts**

BFC Halifax, N.-É.



<u>Section</u>	<u>Titre</u>	<u>Pages</u>
<u>Division 01 - Exigences générales</u>		
01 11 00	Instructions générales	11
01 35 15	Sécurité industrielle	5
01 35 30	Exigences relatives à la santé et à la sécurité	9
01 35 35	Consignes de sécurité-incendie - MDN	5
01 35 36	Règlements relatifs à la sécurité, à la sûreté et aux incendies du DMFC Bedford	7
01 35 37	Accès au complexe de RDDC Atlantique	1
01 35 43	Protection de l'environnement	3
01 56 00	Ouvrages d'accès et de protection temporaires	3
01 74 11	Nettoyage	2
<u>Division 31 - Terrassements</u>		
31 23 33	Excavation, creusage de tranchées et remblayage	13
<u>Division 33 - Services d'utilités</u>		
33 11 16	Réparations aux réseaux de distribution d'eau et d'égou	ts 10

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

### 1.1 DESCRIPTION DES TRAVAUX

- .1 Les travaux visés par la présente convention d'offre à commandes comprend la fourniture de l'ensemble de la main d'oeuvre, du matériel, de l'équipement, des outils, de la transportation et de la supervision nécessaires pour effectuer les réparations d'urgence ou normales des réseaux de distribution d'eau, des réseaux d'égouts pluviaux et sanitaires, ainsi que l'installatin et la réparation des réseaux de tranchées drainantes, y compris les travaux d'excavation et de remblayage à divers emplacements de BFC Halifax.

### 1.2 INGÉNIEUR

- .1 Toute référence à l'ingénieur, qui est l'inspecteur de contrat, faite dans le présent devis, doit être interprétée comme une référence en tant que représentant de la Section des opérations immobilières - Halifax.
- .2 L'ingénieur fournira à l'entrepreneur une liste de ses représentants autorisés à l'occasion de la réunion préalable aux travaux.

### 1.3 TRAVAUX COMPRIS

- .1 Les travaux en vertu de la présente convention d'offre à commandes comprennent, sans toutefois se limiter aux éléments suivants:
  - .1 Effectuer les réparations et les installations des systèmes suivant:
    - .1 les réseaux de distribution d'eau;
    - .2 les réseaux d'égouts pluviaux et sanitaires;
    - .3 les réseaux de drainage y compris:
      - .1 tranchée drainante;
      - .2 trous d'homme; et
      - .3 drains de fondation.
  - .2 Effectuer des travaux d'excavation, de creusement de tranchées et le remblayage.
  - .3 Après les réparations, l'installation et le remblayage, rétablir la surface à l'état original selon les directives de l'ingénieur.

### 1.3 TRAVAUX COMPRIS

- |                 |    |  |
|-----------------|----|--|
| <u>(Cont'd)</u> | .1 | (Cont'd)   |
|                 | .4 | Effectuer l'inspection vidéo des réseaux d'égouts.                                 |
|                 | .5 | Effectuer la sonde de conduite d'eau.  |
|                 | .6 | Fournir un service de réparation d'urgence 24 heures, sept (7) jours par semaines. |
|                 | .7 | Le nettoyage.  |

### 1.4 EMPLACEMENT DES LIEUX DE TRAVAIL

- |     |  |
|-----|--|
| .1  | Les endroits visés par le présent devis comprennent mais ne se limite pas aux endroits suivants: |
| .1  | Municipalité régionale d'Halifax:  |
| .1  | Stadacona - Halifax, N.-É.;  |
| .2  | Windsor Park - Halifax, N.-É.;   |
| .3  | Willow Park - Halifax, N.-É.;  |
| .4  | Manège militaire d'Halifax - Halifax, N.-É.;   |
| .5  | Royal Artillery (RA) Park - Halifax, N.-É.;  |
| .6  | arsenal maritime CSM - Halifax, N.-É.;   |
| .7  | Division du contrôle des avaries - Herring Cove, N.-É.;  |
| .8  | Ferguson's Cove - Ferguson's Cove, N.-É.;  |
| .9  | 12e Escadre Shearwater - Eastern Passage, N.-É.;   |
| .10 | champ de tir au canon d'Osbourne Head - Cow Bay, N.-É.;  |
| .11 | dépôt naval d'armement - Dartmouth, N.-É.;   |
| .12 | RDDC Atlantique - Dartmouth, N.-É.;  |
| .13 | Shannon Park - Dartmouth, N.-É.;   |
| .14 | station de démagnétisation de Wright's Cove - Dartmouth, N.-É.;                                  |
| .15 | DMFC Bedford - Bedford, N.-É.;   |

#### 1.4 EMPLACEMENT DES LIEUX DE TRAVAIL

(Cont'd)

- .1 (Cont'd)
  - .1 (Cont'd)
    - .16 Manège militaire de Bedford - Bedford, N.-É.; et
    - .17 champ de tir de Bedford - Bedford, N.-É.
  - .2 zones périphériques:
    - .1 SFC Mill Cove - Mill Cove, N.-É.;
    - .2 SFC Newport Corner - Newport Corner, N.-É.; et
    - .3 Manège militaire de Windsor - Windsor, N.-É.

#### 1.5 ACCES AUX CHANTIERS

- .1 L'accès aux chantiers est sous la direction du ministère de la Défense nationale. Tous les visiteurs qui pénètrent dans des endroits où un laissez-passer quotidien est délivré seront informés de l'exigence de se soumettre à une fouille préalable à sa délivrance.
- .2 Pendant qu'ils sont à l'intérieur des limites de la BFC Halifax, tous les employés, les sous-traitants et les représentants de l'entrepreneur doivent obéir aux ordres permanents promulgués par les autorités de la BFC Halifax.

#### 1.6 RÉUNION PRÉALABLE AU DÉBUT DES TRAVAUX

- .1 Dès l'attribution de la présente convention d'offre à commandes, l'entrepreneur retenu communiquera avec l'ingénieur afin d'organiser une réunion préalable au début des travaux.

#### 1.7 COMPÉTENCES DE L'ENTREPRENEUR

- .1 L'entrepreneur doit convaincre l'ingénieur qu'il / elle possède le personnel adéquat et qualifié nécessaire à l'exécution des services prévus qui comprennent, notamment, le traitement de tous les appels de service dans un délai acceptable, à la fois pendant les heures normales de travail et les heures de fermeture.
- .2 Si l'entrepreneur fait appel à des sous-traitants, ces derniers doivent également respecter toutes les exigences de cette présente convention d'offre à commandes.

#### 1.8 QUALITÉ DE L'EXÉCUTION

- .1 On entend par qualité de l'exécution la meilleure qualité de travail effectué par des travailleurs expérimentés et qualifiés pour accomplir les tâches pour lesquelles ils sont embauchés.

1.8 QUALITÉ DE  
L'EXÉCUTION  
(Cont'd)

- .2 L'entrepreneur doit éviter d'embaucher des personnes inaptes ou non qualifiées pour accomplir les tâches exigées. L'ingénieur se réserve le droit d'exiger le renvoi des lieux des travailleurs jugés incompetents ou negligents, ayant fait preuve d'insubordination ou posé un acte répréhensible.
- .3 En cas de désaccord quant à la qualité ou à la justesse de l'exécution, les décisions sont prises par l'ingénieur uniquement et elles sont sans appel.
- .4 L'entrepreneur embauchera un superviseur compétent et expérimenté, investi de l'autorité nécessaire pour parler en son nom des questions courantes.

1.9 HEURES NORMALES DE  
TRAVAIL

- .1 Les heures normales de travail seront de 7h30 à 16h, du lundi au vendredi. Les travaux effectués en dehors des heures normales doivent être autorisés par l'ingénieur.

1.10 UTILISATION DES LIEUX  
PAR L'ENTREPRENEUR

- .1 L'entrepreneur sera informé de l'utilisation des chantiers par l'ingénieur.
- .2 L'entrepreneur n'encombrera pas les lieux des travaux de matériaux ou d'équipement de manière déraisonnable.
- .3 L'entrepreneur déplacera les produits ou l'équipement entreposés qui nuisent aux activités de l'ingénieur ou des autres entrepreneurs.
- .4 L'ingénieur présentera à l'entrepreneur les détails sur l'accès aux zones restreintes.
- .5 Obtenir de l'ingénieur un permis d'excavation dûment rempli avant de réaliser toute excavation sur le chantier.

1.11 STATIONNEMENT

- .1 Dans des zones limitées, une place de stationnement sur les lieux sera mise à la disposition des véhicules et de l'équipement de l'entreprise uniquement. Entretien et gérer cette place de stationnement conformément aux directives.
- .2 L'entrepreneur peut avoir à payer pour le stationnement aux endroits suivants:
  - .1 Stadacona - Halifax, N.-É.;
  - .2 Windsor Park - Halifax, N.-É.;

1.11 STATIONNEMENT  
(Cont'd)

- .2 (Cont'd)
- .3 Willow Park - Halifax, N.-É.;
- .4 Royal Artillery (RA) Park - Halifax, N.-É.;
- .5 Manège militaire d'Halifax - Halifax, N.-É.;
- .6 arsenal maritime CSM - Halifax, N.-É.; et
- .7 dépôt naval d'armement - Dartmouth, N.-É.

1.12 NORMES ET CODES

- .1 Les travaux doivent être exécutés conformément à la plus récente édition du Code national du bâtiment du Canada (CNB), de la partie I du Code canadien de l'électricité, de la partie II du Code canadien du travail, du Code national de prévention des incendies, aux règlements en matière de protection contre les chutes et d'érection d'échafaudages de la Nouvelle-Écosse, et de tout autres règlements fédéraux, provinciaux et municipaux qui s'applique. En cas d'incohérence entre les dispositions de ces codes, les exigences les plus rigoureuses prévaudront.
- .2 Satisfaire aux exigences des documents de l'offre à commandes ainsi qu'aux normes, aux codes et aux documents de référence particuliers ou dépasser ceux-ci.

1.13 LICENCES ET PERMIS

- .1 Il incombe à l'entrepreneur d'obtenir et de payer toutes les licences et tous les permis nécessaires pour effectuer les travaux.

1.14 PROTECTION DES  
INSTALLATIONS  
EXISTANTES

- .1 L'entrepreneur prendra toutes les précautions nécessaires pour éviter d'endommager les installations existantes. Tout dommage à ces installations occasionné par les activités de l'entrepreneur sera réparé par ce dernier, à ses frais, dans les meilleurs délais.
- .2 Des parements et du matériel de protection spéciaux doivent être fournis afin de protéger les plantes, les murs, les saillies et les ouvrages adjacents à des endroits où des matériaux sont retirés, installés ou hissés.
- .3 L'entrepreneur doit protéger contre les dommages l'ensemble de l'ameublement, de l'équipement et de l'immeuble appartenant à l'occupant pendant l'exécution de la présente offre à commandes.

1.14 PROTECTION DES  
INSTALLATIONS  
EXISTANTES  
(Cont'd)

- .4 Lorsque l'ingénieur estime cela nécessaire, fournir et ériger des panneaux d'avertissement et des barrières.

1.15 MODIFICATIONS,  
AJOUTS OU  
RÉPARATIONS AU  
BÂTIMENT EXISTANT

- .1 Exécuter les travaux en nuisant le moins possible à l'exploitation du bâtiment, aux occupants, au public et à l'utilisation normale des lieux. Prendre les arrangements nécessaires avec l'ingénieur pour faciliter l'exécution des travaux.
- .2 Dans les cas où la sécurité a été réduite en raison des travaux visés par la présent contrat, fournir des moyens temporaires d'assurer la sécurité.
- .3 Installer des mesures anti-poussière, des barrières et des panneaux d'avertissement temporaires aux endroits où les travaux de transformation sont effectués près de lieux utilisés par le public ou des fonctionnaires.

1.16 SERVICES D'UTILITÉS  
EXISTANTS

- .1 Avant d'interrompre des services d'utilités, en informer l'ingénieur et obtenir les autorisations nécessaires.
- .2 Si faut exécuter des piquages sur les canalisations d'utilités existantes ou des raccordements à ces canalisations, donner un avis préalable de 24 heures avant le moment prévu d'interruption des services électriques ou mécaniques correspondants. Veiller à ce que la durée des interruptions soit aussi courte que possible. Exécuter les travaux aux heures fixées par les autorités locales compétentes, en gênant le moins possible les locataires.
- .3 Prévoir des itinéraires de rechange pour la circulation du personnel, des piétons et des véhicules.
- .4 Avant le début des travaux, définir l'étendue et l'emplacement des canalisations d'utilités qui se trouvent dans la zone des travaux et en informer l'ingénieur.
- .5 Présenter un calendrier des travaux et faire approuver toute fermeture d'un service ou d'équipement actif par l'ingénieur. Se conformer au calendrier des travaux approuvé et en informer les parties concernées.
- .6 Fournir des services d'utilités temporaires selon les directives de l'ingénieur afin que soient maintenus les systèmes critiques du bâtiment et des locataires.

**1.16 SERVICES D'UTILITÉS  
EXISTANTS**  
(Cont'd)

- .7 Installer des passerelles de chantier pour le franchissement des tranchées, afin de maintenir une circulation piétonne et automobile normale.
- .8 Informer immédiatement l'ingénieur de la présence de services non identifiés et confirmer par écrit les constatations.
- .9 Protéger, déplacer ou maintenir en service les canalisations d'utilités qui sont fonctionnelles. Si des canalisations non fonctionnelles sont découvertes durant les travaux, les obturer d'une manière autorisée par les autorités compétentes.
- .10 Consigner l'emplacement des canalisations d'utilités qui sont maintenues, déplacées ou abandonnées.

**1.17 EMPLACEMENT DE  
L'ÉQUIPEMENT ET DES  
ACCESSOIRES FIXES**

- .1 L'emplacement de l'équipement, des accessoires fixes et des prises de courant indiqué ou précisé doit être considéré comme approximatif.
- .2 Installer l'équipement, les accessoires fixes et les systèmes de distribution de manière à causer le moins d'obstruction possible et à optimiser la superficie utilisable, et ce, conformément aux recommandations relatives à la sécurité, à l'accès et à l'entretien du fabricant.
- .3 Informer l'ingénieur de l'emplacement choisi et de l'imminence de l'installation et obtenir son approbation.

**1.18 COUPE, ASSEMBLAGE  
ET RETOUCHE**

- .1 Effectuer la coupe (y compris l'excavation), l'assemblage et le raccordement nécessaires pour que les ouvrages soient bien assemblés.
- .2 Lorsque des ouvrages nouveaux sont raccordés à des ouvrages existants et lorsque des ouvrages existants font l'objet de transformation ou de coupe, retoucher les ouvrages nouveaux de sorte qu'ils soient assortis aux ouvrages existants.
- .3 Obtenir l'approbation de l'ingénieur avant de couper ou de percer des éléments porteurs ou de poser des manchons sur ceux-ci.
- .4 Effectuer les coupes à l'aide de lames laissant un rebord net et uniforme. Effectuer les retouches de sorte qu'elles soient le moins en évidence possible à l'assemblage final.



1.19 ALIMENTATION EN  
ÉLECTRICITÉ ET EN EAU

- .1 Le MDN pourra fournir, sans frais, une alimentation provisoire en électricité et en eau aux fins des travaux de construction.
- .2 L'ingénieur déterminera les points de livraison et les limites quantitatives. Tout raccord nécessite l'autorisation écrite préalable de l'ingénieur. Les raccords à une alimentation électrique existante doivent être effectués conformément au Code canadien de l'électricité.
- .3 Fournir, sans frais supplémentaires pour le MDN, l'équipement et les conduites temporaires permettant de raccorder ces services à l'emplacement de l'exécution des travaux.
- .4 La fourniture des services temporaires par le MDN est assujettie aux exigences du Ministère. Elle peut être supprimée par le représentant du site du MDN en tout temps, sans préavis et sans reconnaissance de responsabilité pour les dommages ou les délais causés par cette suppression des services temporaires.
- .5 Lorsque les conduites de branchement temporaires ne sont plus requises, l'entrepreneur doit enlever toutes les conduites et tout l'équipement, rétablir les points de raccordement dans leur état initial et restaurer la terre à sa forme d'origine.

1.20 CHAUFFAGE ET  
VENTILATION

- .1 Fournir, au besoin, des services temporaires de chauffage et de ventilation afin de:
  - .1 faire avancer les travaux;
  - .2 protéger les ouvrages et les produits contre l'humidité et le froid;
  - .3 prévenir la condensation de l'humidité sur les surfaces;
  - .4 assurer la température ambiante et le taux hygrométrique nécessaires à l'entreposage, à l'installation et au séchage des matériaux; et
  - .5 assurer une ventilation adéquate qui soit conforme aux dispositions du règlement sur la santé relatives à la prestation d'un environnement de travail sécuritaire.
- .2 Assurer une supervision serrée du fonctionnement du matériel de chauffage et de ventilation temporaire afin de:
  - .1 se conformer aux codes et aux normes qui s'appliquent;
  - .2 faire respecter les pratiques sécuritaires;

1.20 CHAUFFAGE ET  
VENTILATION

(Cont'd)

- .2 (Cont'd)
- .3 empêcher l'usage abusif des services;
- .4 prévenir les dommages aux aires finies; et
- .5 évacuer les gaz de combustion des appareils à combustion directe à l'extérieur.

1.21 INSTRUCTIONS DU  
FABRICANT

- .1 A moins d'indication contraire, obtenir la plus récente édition des instructions imprimées relatives aux matières et aux méthodes d'installation des fabricants et se conformer à celles-ci.
- .2 Informer par écrit l'ingénieur de toute incompatibilité entre le présent devis et les instructions des fabricants. L'ingénieur indiquera le document à suivre.
- .3 Fournir à l'ingénieur un exemplaire des instructions pertinentes du fabricant préalablement à l'installation de matériaux ou d'équipement.

1.22 DEMANDES  
SUBSÉQUENTES D'URGENCE  
ET DE SERVICE

- .1 L'entrepreneur doit conserver des numéros de contact et les communiquer à l'ingénieur pour s'assurer de répondre aux demandes de services formulées par l'ingénieur tous les jours, 24 heures sur 24. Si une demande de service provient du représentant du Ministère en poste en dehors des heures normales de travail, l'entrepreneur doit informer l'ingénieur dès l'exécution du service, des mesures prises pour régler le problème. Les niveaux de priorité des travaux et les délais d'intervention qui suivent s'appliqueront:
  - .1 Niveau de priorité très urgent:
    - .1 Les travaux dont le niveau de priorité est «très urgent» concernent les défaillances ou les pannes qui requièrent une attention immédiate afin de réduire le danger potentiel pour les occupants et le grand public ou les risques de dommage à l'environnement ou aux installations. L'entrepreneur doit sans tarder exécuter les services d'entretien ou de construction mineurs associés à une telle priorité et en rendre compte au gestionnaire désigné.
    - .1 Délai d'intervention normal:

1.22 DEMANDES  
SUBSÉQUENTES D'URGENCE  
ET DE SERVICE  
(Cont'd)

- .1 (Cont'd)
  - .1 (Cont'd)
    - .1 En milieu urbain et rural: Dès que possible - 2 heures.
  - .2 Niveau de priorité de routine:
    - .1 Les travaux dont le niveau de priorité est «de routine» concernent les besoins en matière d'entretien et de construction mineurs qui sont essentiels et auxquels l'entrepreneur doit répondre aussitôt que possible. Il s'agit de défaillances ou de pannes qui ne nuisent pas aux opérations courantes ni ne présentent un danger potentiel pour les occupants et le grand public ou un risque de dommage à l'environnement ou aux installations.
      - .1 Délai d'intervention normal:
        - .1 En milieu urbain et rural: 4 heures.
  - .2 L'entrepreneur sera informé des employés autorisés à demander des services d'urgence. Les services entrepris à la demande des personnes autorisées le seront aux risques de l'entrepreneur pour ce qui est du paiement.
  - .3 Signaler les appels de service exécutés en dehors des heures normales de travail à l'ingénieur, sans tarder le jour ouvrable suivant.

1.23 ACCEPTABILITÉ DES  
MATÉRIAUX

- .1 Après l'attribution des travaux, les demandes d'acceptation des matériaux désignés comme «acceptables» dans les documents de l'offre à commandes doivent être soumises à l'ingénieur.
- .2 La demande d'acceptation doit corroborer suffisamment de renseignements sur le produit pour permettre une évaluation aux fins d'approbation.

1.24 INSPECTION

- .1 Tous les travaux et les matériaux visés par le présent devis sont sujets à une inspection de l'ingénieur ou de son (sa) représentant (e) désigné (e) en tout temps.

<u>1.25 SIGNALEMENT DES ANOMALIES</u>	.1	L'entrepreneur informera l'ingénieur de toute anomalie constatée dans la zone de travail, comme les accidents, les déversements, les vices de construction, les problèmes d'ordre mécanique ou électrique et (ou) toute tâche qui excède la portée des travaux.
---------------------------------------	----	---

PARTIE 2 - PRODUITS

<u>2.1 SANS OBJET</u>	.1	Sans objet.
-----------------------	----	-------------

PARTIE 3 - EXÉCUTION

<u>3.1 SANS OBJET</u>	.1	Sans objet.
-----------------------	----	-------------

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

### 1.1 EXIGENCES CONNEXES

- .1 Priorité:
  - .1 Les sections de la Division 1 ont priorités sur toutes les autres spécifications techniques des autres Divisions du présent devis.

### 1.2 DÉFINITIONS

- .1 Direction de la sécurité industrielle (DSIC):
    - .1 Un organisme gouvernemental qui a développé le Manuel de la sécurité industrielle.
  - .2 Agent de sécurité d'entreprise (ASE):
    - .1 L'ASE est le point de contact officiel de l'organisation avec le Programme de sécurité industrielle (PSI). Il ou elle est responsable du contrôle du profil de sécurité de l'organisation, d'adresser les questions de sécurité, et est responsable à PSI et au cadre supérieur clé (CSC) désigné de l'organisation sur toutes les questions de sécurité industrielle.
  - .3 ASE de l'entrepreneur:
    - .1 L'employé de la compagnie de l'entrepreneur qui est l'ASE.
  - .4 Manuel de la sécurité industrielle (MSI):
    - .1 Le MSI est un ouvrage de référence facile à consulter et simple qui renseigne les agents de sécurité d'entreprise sur les normes et les mesures de sécurité adoptées par l'administration fédérale et sur la manière de s'assurer que leur organisation se conforme à ces normes et mesures.
  - .5 Programme de sécurité industrielle (PSI):
    - .1 Le Programme de sécurité industrielle aide l'industrie à participer aux contrats du gouvernement du Canada et des gouvernements étrangers. DSIC fournit des services de contrôle de sécurité nécessaires pour les entrepreneurs avant que leurs employés peuvent travailler avec des renseignements et des biens Protégés et Classifiés.
-

## 1.2 DÉFINITIONS (Cont'd)

- .6 Demande de permis de visite (DPV):
  - .1 La demande de permis de visite est un formulaire qui doit être rempli par une personne qui nécessite l'accès à des lieux de travail réglementés, personnel, renseignements, des biens et des ressources du MDN, alors elle doit être titulaire d'une attestation de sécurité de la cote de sécurité requise avant le début de leurs fonctions.
- .7 Réglementé:
  - .1 Se réfère à une situation où seulement les personnes autorisées peuvent accéder à une zone ou renseignement.
- .8 Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS):
  - .1 La Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) est un formulaire du Secrétariat du Conseil du Trésor utilisé pour définir les exigences de sécurité d'un contrat. Il s'agit essentiellement d'une évaluation de la menace et des risques pour la sécurité qui pourraient se matérialiser au cours du processus de passation de contrats.
- .9 Sensible:
  - .1 Les documents de nature délicate qui contiennent des renseignements qui peuvent causer divers préjudices à une personne, une entreprise, ou au pays si l'information est divulguée de manière non autorisée.

## 1.3 SITE DE RÉFÉRENCE

- .1 Services publics et Approvisionnement Canada (PSAC) Sécurité industrielle:
  - .1 <http://iss-ssi.pwgsc-tpsgc.gc.ca/index-fra.html>

## 1.4 GÉNÉRALITÉS

- .1 Les exigences de sécurité doivent faire partie du contrat entre le MDN et l'industrie lorsqu'elle est définie par la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS).

#### 1.4 GÉNÉRALITÉS (Cont'd)

- .2 Une Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) est un formulaire utilisé pour définir les exigences de sécurité associées à tous les contrats. La LVERS garantit que les clauses de sécurité appropriées sont identifiées afin qu'elles puissent être incorporées dans le contrat, de ce fait, juridiquement contraignant les désignations des parties pour donner suite aux exigences de sécurité du contrat.
- .1 La LVERS doit accompagner tous les documents contractuels, y compris les contrats de sous-traitance qui contiennent des exigences de sécurité.
- .3 Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont nécessaires, un Guide de la classification et de la désignation de sécurité peut avoir été prévu au même titre que la LVERS en tant que document contractuel. Ce document fournira de plus amples renseignements afférents aux exigences de sécurité lorsqu'il traite plusieurs niveaux d'autorisations de sécurité dans le contrat.

#### 1.5 ENQUÊTE DE SÉCURITÉ ET AUTORISATION POUR ORGANISATION DU SECTEUR PRIVÉ

- .1 Les entreprises qui auront besoin à l'accès ou doit conserver des marchandises contrôlées, des renseignements, des biens et ressources Protégés ou Classifiés, doivent obtenir une approbation comme suit:
- .1 Les entreprises doivent faire l'objet d'une enquête de sécurité pour mesure de protection du plus haut niveau de renseignements et biens à conserver.
- .1 La vérification d'organisation désignée (VOD) est nécessaire pour avoir accès, dans le cadre d'un contrat, à des renseignements ou à des biens Protégés ainsi qu'à des lieux de travail dont l'accès est réglementé (cote de fiabilité).
- .2 L'attestation de sécurité d'installations (ASI) est nécessaire pour avoir accès, dans le cadre d'un contrat, à des renseignements ou à des biens Protégés et / ou Classifiés ainsi qu'à des lieux de travail dont l'accès est réglementé (niveau de sécurité Secret).
- .3 Autorisation de détenir des renseignements (ADR) est nécessaire pour les organisations qui sont tenues en vertu d'un contrat de travailler à des renseignements Protégés et / ou Classifiés sur leurs propres lieux de travail.
-

1.5 ENQUÊTE DE SÉCURITÉ ET AUTORISATION POUR ORGANISATION DU SECTEUR PRIVÉ (Cont'd)

.1 (Cont'd)

.1 (Cont'd)

.4 Les organisations qui traitent ou transmettent des données électronique de nature délicate sur leurs systèmes de TI doivent avoir l'autorisation de traiter les TI et obtenir du PSI une lettre d'approbation écrite obligatoire des TI qui s'applique au niveau de sécurité demandé.

1.6 ENQUÊTE DE SÉCURITÉ SUR LE PERSONNEL

.1 Dans le cadre de contrats conclus avec le MDN, les personnes de l'entreprise peuvent devoir accéder à des renseignements, à des biens ou à des lieux de travail Protégés ou Classifiés. Dans ces cas, les personnes qui doivent avoir accès à l'information et / ou d'un site doivent avoir leur cote de sécurité du personnel complété. Se référer au site Web de PSAC pour plus d'informations.

.2 Se référer au site Web de PSAC pour le processus pour la tenue d'une enquête de sécurité sur le personnel.

1.7 DEMANDE DE PERMIS DE VISITE

.1 Les personnes (y compris les sous-traitants) qui vont avoir accès à des renseignements, à des biens, des ressources ou des lieux de travail du MDN doivent avoir leur enquête de sécurité sur le personnel complété avant de soumettre une demande de permis de visite (DPV).

.2 Le processus de la demande de permis de visite vérifie que ceux qui sont autorisés à accéder les sites du MDN ont le niveau d'autorisation requis tel qu'indiqué dans la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) pour le contrat.

.3 Tous les employés du soumissionnaire retenu qui vont travailler sur le contrat nécessitent un DPV. L'ASE de l'entrepreneur doit transmettre le formulaire dûment rempli à l'ingénieur pour le procédé.

1.8 RESPONSABILITÉ

.1 Il est la responsabilité de l'entrepreneur de ne pas avoir d'infraction à la sécurité en entreprenant les travaux de ce contrat.

## PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.



PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET .1 Sans objet.

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

### 1.1 MESURES DE SÉCURITÉ SUR LES CHANTIERS

- .1 Observer et appliquer les mesures de sécurité et respecter les exigences des lois et des instruments habilitants suivants:
  - .1 la partie II du Code canadien du travail et le Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail;
  - .2 la loi de la Nouvelle-Écosse intitulée Nova Scotia Occupational Health and Safety Act et le règlement d'application intitulé Occupational General Safety Regulations, tels que modifiés de temps à autre;
  - .3 les dernières modifications apportées à la partie 8 du Code national du bâtiment du Canada et le Code national de prévention des incendies du Canada.
- .2 Se reporter à la Section 01 35 35, Consignes de sécurité-incendie - MDN.
- .3 L'ingénieur fournira un exemplaire de toutes les instructions écrites particulières pertinentes qui doivent être suivies.
- .4 Avant le début des travaux:
  - .1 A la demande de l'État, le soumissionnaire doit fournir des documents indiquant la formation en techniques et normes de sécurité suivie par chaque personne qui participera à l'exécution de la convention d'offre à commandes.
- .5 Les mesures disciplinaires suivantes seront appliquées pour toute infraction à un règlement sur la sécurité en vertu de la présente convention d'offre à commandes:
  - .1 Première infraction:
    - .1 Un avertissement verbal est donné à l'entrepreneur qui commet une première infraction à un règlement sur la sécurité (L'infraction est documentée dans le dossier de l'offre à commandes et un exemplaire de cette documentation est remis à l'entrepreneur et à SPAC.).
  - .2 Deuxième infraction:

1.1 MESURES DE SÉCURITÉ  
SUR LES CHANTIERS  
(Cont'd)

- .5 (Cont'd)
- .2 (Cont'd)
- .1 Un avertissement écrit est donné à l'entrepreneur qui commet une deuxième infraction à un règlement sur la sécurité (L'infraction est documentée dans le dossier de l'offre à commandes et un exemplaire de cette documentation est remis à l'entrepreneur et à SPAC.).
- .3 Troisième infraction:
- .1 Une troisième infraction à un règlement sur la sécurité peut entraîner la résiliation de l'offre à commandes. On recommandera aussi à l'autorité contractante de refuser l'accès aux marchés de la Section des opérations immobilières - Halifax à l'entrepreneur (L'infraction est documentée dans le dossier de l'offre à commandes et un exemplaire de cette documentation est remis à l'entrepreneur et à SPAC.).
- .4 Infraction grave:
- .1 Dans le cas d'une infraction à un règlement sur la sécurité jugée grave par un organisme de réglementation, un gestionnaire de projet ou un officier de sécurité, on recommandera à l'autorité contractante de résilier immédiatement le contrat ou l'offre à commandes (L'infraction est documentée dans le dossier de l'offre à commandes et un exemplaire de cette documentation est remis à l'entrepreneur et à SPAC.).
- .5 Dépôt d'accusations ou déclaration de culpabilité par les tribunaux:
- .1 L'entrepreneur peut se voir refuser l'accès aux marchés de la Section des opérations immobilières - Halifax lorsque des infractions à un règlement sur la sécurité entraînent le dépôt d'accusations contre lui par un organisme de réglementation ou lorsqu'il est reconnu coupable par les tribunaux.
-

## 1.2 ÉVALUATION DU DANGER

- .1 L'entrepreneur doit mettre en oeuvre et réaliser un programme d'évaluation du danger de la santé et de la sécurité dans le cadre du travail. Le programme inclure:
    - .1 Évaluation initiale du danger:
      - .1 Exécutée dès la notification de l'attribution du contrat et / ou avant le début des travaux.
    - .2 Évaluation continue du danger:
      - .1 Effectuée lors du déroulement du travail identifiant de nouveaux ou potentiels risques sanitaires et de sécurité jusqu'alors inconnus. Au minimum, les évaluations des dangers doivent être effectuées lorsque:
        - .1 nouveau travail de sous-traitant, nouveau sous-traitant (s) ou de nouveaux travailleurs arrivent sur le site pour commencer une autre partie du travail;
        - .2 la portée des travaux a été modifiée;
        - .3 les travaux effectués dans des espaces clos; et / ou
        - .4 le potentiel de danger ou de la faiblesse en matière de santé et les pratiques actuelles de sécurité sont identifiées par l'ingénieur.
  - .2 Les évaluations du danger seront projet et site spécifique, basées sur une analyse des documents de l'offre à commandes et du site.
  - .3 Chaque évaluation des dangers doit être faite par écrit. Conservez les copies de toutes les évaluations sur le site pour la durée du travail. Sur demande, mettre à la disposition de l'ingénieur.
  - .4 L'entrepreneur doit aviser l'ingénieur de matières dangereuses soupçonnée pendant le travail et ne ressort pas des dessins, des spécifications ou le rapport concernant le travail (par exemple le plomb, amiante, etc). Ne pas déranger ces matières en attente des directives de l'ingénieur. L'ingénieur prendra les dispositions nécessaires pour tester les matières selon les besoins.
-

1.3 PRODUITS D'AMIANTE  
ET ACTIVITÉ ASSOCIÉE  
A L'AMIANTE

- .1 La fourniture de nouveaux produits contenant des matériaux fibreux en amiante est interdite dans les limites de la base / unité.
- .2 La démolition ou le déplacement de matériaux amiantés appliqués par projection ou à la truelle peut être dangereux pour la santé. Les personnes qui trouvent des matériaux semblant contenir de l'amiante appliquée à la truelle ou pulvérisée dans le cadre de l'exécution des travaux doivent cesser les travaux et en aviser immédiatement l'ingénieur. Les travaux doivent être interrompus jusqu'à la réception des instructions écrites à l'ingénieur.

1.4 DÉVERSEMENT DE  
MATIÈRES  
DANGEREUSES

- .1 L'entrepreneur et les sous-traitants doivent informer la caserne des pompiers du MDN et l'ingénieur de tout incident ou déversement de matières dangereuses (HAZMAT).
- .2 Dans le cas d'un déversement de matières dangereuses, les procédures d'actions initiales suivantes doivent être suivies:
  - .1 assurer la sécurité de tout le personnel;
  - .2 évaluer les risques de déversements;
  - .3 ventiler la zone si le déversement est à l'intérieur et éliminer toutes les sources d'ignition;
  - .4 faire cesser le déversement si possible en toute sécurité (par exemple, arrêter la pompe, remplacer le bouchon, incliner le cylindre métallique vers le haut, colmater une fuite, etc);
  - .5 quel que soit le volume, contacter la caserne de pompiers du MDN et fournir les informations suivantes:
    - .1 l'heure du déversement;
    - .2 l'emplacement;
    - .3 considérations particulières:
      - .1 sécurité des personnes;
      - .2 environnementales.
    - .4 type et la quantité du déversement;
    - .5 personne qui signale le déversement;

1.4 DÉVERSEMENT DE  
MATIERES  
DANGEREUSES  
(Cont'd)

- .2 (Cont'd)
- .5 (Cont'd)
- .1 nom;
- .2 compagnie; et
- .3 numéro de téléphone.
- .6 contenir le déversement;
- .7 isoler la zone suivant les besoins;
- .8 fournir les fiches signalétiques aux pompiers du MDN et l'ingénieur;
- .9 informer l'ingénieur; et
- .10 nettoyer les déversements mineurs utilisant l'équipement et les fournitures de protection appropriés.

1.5 FIXATEUR A  
CARTOUCHES

- .1 Les dispositifs actionnés par charge explosive ne seront pas utilisés sans l'approbation de l'ingénieur.
- .2 L'opérateur du dispositif actionné pare charge explosive doit avoir la formation applicable avant son utilisation.
- .3 L'opérateur doit suivre les directives d'utilisation de sécurité du fabricant et porter l'équipement de protection individuelle adéquat.

1.6 TRAVAIL A CHAUD

- .1 Tout travail à chaud nécessite l'approbation de l'ingénieur et l'autorisation écrite du chef des pompiers de la base (permis de travail à chaud). Le permis de travail à chaud et les exigences de piquet d'incendie seront fournies par le chef des pompiers de la base.
- .2 L'installation de ventilation située dans l'aire des travaux à chaud doit être isolée afin d'éviter que des vapeurs ou de la fumée s'en dégagent et afin de réduire toute possible propagation du feu à d'autres parties du bâtiment.
- .3 L'entrepreneur doit embaucher un employé ayant suivi une formation dans l'utilisation d'un extincteur qui agira comme piquet d'incendie pendant un travail à chaud et pendant une période d'au moins 30 minutes suivant la fin de l'activité.

#### 1.7 ESPACES CLOS

- .1 Les travaux dans des espaces clos seront exécutés conformément aux dispositions de la partie XI du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
- .2 L'entrepreneur doit fournir et entretenir tout équipement dont une personne a besoin pour entrer dans un espace clos et (ou) pour exécuter un travail de manière sécuritaire, conformément à la partie XI du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
- .3 L'entrepreneur doit donner de la formation, conformément aux exigences de la partie XI du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
  - .1 L'employeur et (ou) ses employés doivent fournir une preuve de la formation suivie ainsi que de leur qualification, à la demande de l'ingénieur.
- .4 L'entrepreneur doit fournir à l'ingénieur une copie du «permis d'entrée» pour chaque entrée dans un espace clos afin de se conformer à la partie XI du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
- .5 L'entrepreneur doit faire évaluer les risques associés à l'entrée dans un espace clos.
  - .1 L'entrepreneur doit remettre une copie de l'évaluation des risques à l'ingénieur.
- .6 L'entrepreneur doit avoir un plan de sauvetage écrit posté sur le site.
- .7 L'entrepreneur doit informer la caserne des pompiers du MDN et la centrale de chauffage avant d'entrer dans les tunnels des utilités.

#### 1.8 PROTECTION CONTRE LES CHUTES

- .1 Tous les travaux effectués à une hauteur qui dépasse les restrictions relatives à la hauteur imposées par la loi, à partir d'une structure non munie d'un dispositif de protection et (ou) d'un échafaudage, seront exécutés conformément aux dispositions du paragraphe 12.10 de la partie XII du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
- .2 Les composantes de tout dispositif de protection contre les chutes doivent être conformes aux normes précisées dans le paragraphe 12.10 (2) de la partie XII du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.

**1.8 PROTECTION CONTRE  
LES CHUTES**  
(Cont'd)

- .3 L'entrepreneur doit veiller à ce que le matériel de protection contre les chutes soit entretenu, inspecté et vérifié par un technicien qualifié, tel que l'exige le paragraphe 12.3 de la partie XII du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.

**1.9 ÉCLAIR D'ARC  
ÉLECTRIQUE**

- .1 L'entrepreneur doit veiller à ce que tout l'équipement électrique, tels les standards téléphoniques, les panneaux de contrôle, les centres de commande de moteurs et les enveloppes des socles de compteur, porte une étiquette d'avertissement qui met en garde les utilisateurs contre le risque de choc électrique et d'éclair d'arc électrique. Toutes les installations électriques, nouvelles et modifiées, doivent porter cette étiquette.
- .2 Les informations concernant la «catégorie de danger d'éclair d'arc électrique (de 0 à 4)» et la «zone de sécurité contre les arcs électriques» définie dans la norme NFPA 70E (National Fire Protection Association des États-Unis) doivent également figurer sur l'étiquette d'avertissement. Toutes les spécifications de projets doivent comprendre une étude de courts-circuits ainsi qu'une analyse des dangers d'éclair d'arc électrique.
- .3 En conformité avec la norme CSA Z462, Sécurité en matière d'électricité au travail, les entrepreneurs-électriciens doivent effectuer une analyse des dangers de choc et d'éclair d'arc électriques afin de déterminer l'équipement de protection individuel (EPI) adéquat à porter. Les entrepreneurs-électriciens doivent porter un équipement de protection individuel contre les éclairs d'arc électrique lorsqu'ils effectuent une recherche de panne et des tests de diagnostic qui ne peuvent être exécutés si le conducteur ou le circuit électrique n'est pas mis sous tension. L'entrepreneur doit veiller à ce que toutes ses pratiques de travail assurent la protection de chaque employé contre les éclairs d'arc électrique et contre un contact direct de toute partie du corps avec des parties sous tension ou indirect par l'entremise d'un autre objet porteur de courant.

**1.10 SÉCURITÉ**

- .1 Il incombe à l'entrepreneur de bien connaître l'ensemble des lois, des règlements, des codes et des exigences de l'offre à commandes en matière de sécurité qui s'appliquent. Ces lois, règlements, codes et exigences de l'offre à commandes en matière de sécurité applicables doivent être indiqués et abordés dans le plan de sécurité, et toutes les instructions permanentes d'opération (IPO), les pratiques de travail sécuritaires qui intègrent des mesures de contrôle claires et particulières, les règles, les procédures et les pratiques qui s'appliquent deviendront obligatoires.



1.10 SÉCURITÉ  
(Cont'd)

- .2 L'entrepreneur s'assurera que tous les travailleurs et toutes les personnes autorisées qui accèdent au chantier sont informés du plan de sécurité affiché et qu'ils se conforment à ce plan, aux règles et procédures de sécurité ainsi qu'aux pratiques de travail sécuritaires et observent les lois, les règlements et les codes qui s'appliquent. Les personnes qui ne les respectent pas ne seront pas autorisées à entrer dans le site.
- .3 L'entrepreneur s'assurera que l'ensemble de l'équipement de protection individuel (EPI) nécessaire est utilisé.
  - .1 Tous les employés sont tenus de porter un casque de protection conforme à la norme CSA Z94.1, Casques de sécurité pour l'industrie.
  - .2 Tous les employés sont tenus de porter des chaussures de sécurité conformes à la norme CSA Z195, Lignes directrices relatives à la sélection, à l'entretien et à l'utilisation des chaussures de protection.
  - .3 Tous les employés sont tenus de porter un dispositif de protection des yeux et du visage conforme à la norme CSA Z94.3.1, Sélection, utilisation et entretien des lunettes de protection.
  - .4 Lorsque et quand le niveau sonore est plus de 85 décibels, tous les employés sont tenus de porter un dispositif de protection de l'ouïe conforme à la norme CSA Z94.2, Protecteurs auditifs - Performance, sélection, entretien et utilisation.
  - .5 Lorsqu'ils peuvent être exposés à des fumées toxiques ou à des émanations délétères, à un déficit en oxygène ou à des concentrations élevées de poussières qui présentent un danger pour la vie, la sécurité ou la santé, tous les employés sont tenus de porter un appareil respiratoire conforme à la norme CAN/CSA Z94.4, Choix, utilisation et entretien des appareils de protection respiratoire.
- .4 L'ingénieur prendra les dispositions nécessaires pour que l'entrepreneur soit informé des mesures de sécurité relatives au site dans les quatorze (14) jours suivant l'attribution de la convention d'offre à commandes.

1.11 PANNEAUX ET AVIS  
SUR LES LIEUX

- .1 Panneaux et avis de sécurité et instructions:
- .1 Les panneaux et les avis de sécurité ainsi que les instructions seront rédigés dans les deux langues officielles. Les symboles graphiques utilisés seront conformes à la plus récente version de «Signaux et symboles dans le milieu du travail».

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- |  |    |   |
|--|----|---|
| <u>1.1 SIGNALEMENT D'UNE URGENCE</u>                             | .1 | Les numéros de téléphone à composer pour signaler une urgence seront fournis par l'ingénieur à la séance d'information en sécurité-incendie.  |
| <u>1.2 APPLICATION DES MESURES DE SÉCURITÉ AU CAS D'INCENDIE</u> | .1 | La prescription et l'application des mesures de sécurité au cas d'incendie qui sont obligatoires dans les limites de la base relèvent du chef des pompiers de la base.  |
|  | .2 | Le personnel de l'entrepreneur doit observer toutes les exigences relatives à la présente section sur le devis, à la dernière édition du Code national du bâtiment du Canada (CNB) et du Code national de prévention des incendies du Canada (CNPI), y compris toutes modifications ultérieures publiées par le Conseil national de recherches du Canada. |
| <u>1.3 SÉANCE D'INFORMATION EN SÉCURITÉ-INCENDIE</u>             | .1 | Avant de commencer les travaux visés par la présente convention d'offre à commandes, l'ingénieur organisera une réunion de toutes les parties concernées afin d'examiner et de clarifier les mesures de sécurité au cas d'incendie, et, au besoin, une séance d'information avec le chef des pompiers de la base.   |
| <u>1.4 PIQUET D'INCENDIE</u>                                     | .1 | Pour tous les travaux à chaud, l'entrepreneur doit assurer le service de guetteurs d'incendie, selon l'importance et le calendrier prévus par le chef des pompiers de la base lors de la délivrance du permis de travail à chaud.   |
| <u>1.5 EXTINCTEURS</u>   | .1 | Fournir les extincteurs nécessaires à la protection, en cas d'urgence, des travaux en cours et des installations de l'entrepreneur sur le chantier; les extincteurs fournis doivent avoir les caractéristiques exigées par le chef des pompiers de la base.   |
| <u>1.6 MESURES DE SÉCURITÉ RELATIVES A LA FUMÉE</u>              | .1 | Il est interdit de fumer sur les propriétés du MDN, sauf aux endroits désignés. Ceci comprend l'usage de tabac, dans les véhicules automobile pour le transport des personnes.  |
|  | .2 | En conformité avec les présentes exigences en matière de sécurité-incendie se rapportant à l'aire des travaux et au site, l'ingénieur et le chef des pompiers de la base désigneront les endroits présentant un risque d'incendie ainsi que les endroits non réglementés où il peut être permis de fumer.   |

**1.6 MESURES DE SÉCURITÉ  
RELATIVES A LA FUMÉE  
(Cont'd)**

- .3 Il est interdit de fumer dans tous les bâtiments.
- .4 Dans toutes les autres zones, faire preuve de prudence et suivre les directives écrites ou verbales de l'ingénieur relatives à l'utilisation d'articles de fumeur.

**1.7 SIGNALEMENT DES  
INCIDENTS D'INCENDIE**

- .1 Signaler immédiatement tous les incidents d'incendie de la manière suivante:
  - .1 actionner le dispositif d'alarme le plus proche;
  - .2 composer le 9-1-1 ou le numéro de téléphone indiqué au cours de la séance d'information; et
  - .3 téléphoner l'ingénieur.
- .2 Les personnes qui actionnent le dispositif d'alarme doivent demeurer sur place afin d'indiquer au service d'incendie le chemin vers les lieux du sinistre.
- .3 Lorsqu'un incendie est signalé par téléphone, donner l'emplacement de l'incendie, le nom et le numéro de l'édifice et être prêt à indiquer le chemin vers les lieux du sinistre au service d'incendie.

**1.8 SYSTEMES D'ALARME DE  
PROTECTION INCENDIE,  
INTÉRIEURS ET EXTÉRIEURS**

- .1 Informer au moins 48 heures à l'avance le chef des pompiers de la base de tout travail prévu pouvant nécessiter que les systèmes d'alarme incendie et (ou) de protection soient:
  - .1 être obstrués de quelque manière que ce soit;
  - .2 être fermés ou arrêtés; et / ou
  - .3 être laissés hors service à la fin d'une période ou d'une journée de travail sans autorisation ou directives du chef des pompiers de la base.
- .2 N'entreprendre aucune de ces mesures tant que l'ingénieur n'a pas confirmé l'approbation et les directives du chef des pompiers de la base.
- .3 Les prises d'eau, les réservoirs au sol et les tuyaux souples ne doivent être utilisés qu'aux fins de lutte contre l'incendie, à moins d'une autorisation de l'ingénieur et du chef des pompiers de la base.

1.9 BLOCAGE DE L'ACCES  
AUX ENGINS D'INCENDIE

- .1 Informer à l'avance le chef des pompiers de la base de l'exécution de tout travail susceptible de gêner le déplacement des véhicules de lutte contre les incendies, de toute dérogation au dégagement minimal qu'il aura prescrit, de la mise en place de barricades et de l'exécution de travaux d'excavation.

1.10 DÉCHETS ET  
MATÉRIAUX DE REBUT

- .1 Accumuler le moins possible de déchets et de matériaux de rebut.
- .2 Entreposage:
  - .1 lorsque l'entreposage de déchets d'hydrocarbures dans les zones de travail est nécessaire, faire preuve d'une extrême prudence afin d'assurer une sécurité et une propreté maximales;
  - .2 les chiffons ou les matériaux graisseux ou huileux susceptibles de s'enflammer spontanément doivent être déposés et conservés dans un récipient approuvé par le chef des pompiers de la base et enlevés conformément aux directives de l'ingénieur.
- .3 Il est interdit de brûler des matériaux de rebut.
- .4 Enlèvement des déchets et des matériaux de rebut:
  - .1 Débarrasser le chantier de tout matériau de rebut à la fin de chaque journée ou de chaque période de travail, ou selon les directives de l'ingénieur.

1.11 LIQUIDES  
INFLAMMABLES ET  
COMBUSTIBLES

- .1 Utiliser, manutentionner et entreposer les liquides inflammables et combustibles conformément aux exigences du Code national de prévention des incendies du Canada (édition en vigueur) et sont régies par les exigences formulées par le chef des pompiers de la base.
  - .2 On pourra garder sur le chantier jusqu'à 30 litres d'essence, de naphte, de kérosène ou autres liquides inflammables ou combustibles, pourvu que ceux-ci soient conservés dans des récipients approuvés portant le label d'homologation des Laboratoires des assureurs du Canada ou de la Factory Mutual. L'entreposage de plus de 30 litres de liquides inflammables ou combustibles en vue de l'exécution de certains travaux devra être approuvé par le chef du service des incendies de la base.
-

1.11 LIQUIDES  
INFLAMMABLES ET  
COMBUSTIBLES  
(Cont'd)

- .3 L'ingénieur se réserve le droit d'exiger l'enlèvement du site de tout conteneur d'entreposage qui n'est pas jugé acceptable par le chef des pompiers de la base.
- .4 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à l'intérieur des bâtiments ou sur les plates-formes de chargement.
- .5 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à proximité de flammes nues ou de tout dispositif générateurs de chaleur.
- .6 Il est interdit d'utiliser comme diluants ou comme produits de nettoyage des liquides inflammables dont le point d'éclair est inférieur à 38 degrés Celsius (naphte ou essence, par exemple).
- .7 Conserver sur le chantier le moins possible de liquides usés inflammables ou combustibles; le cas échéant, les entreposer dans des contenants approuvés rangés dans un endroit sûr et bien ventilé. Transmettre toute demande d'évacuation de ces produits au service des incendies.

1.12 MATIERES  
DANGEREUSES

- .1 Exécuter tous les travaux nécessitant l'emploi de matières toxiques ou dangereuses, de produits chimiques ou d'explosifs, ou encore présentant des risques quelconques pour la vie, la sécurité ou la santé conformément aux exigences du Code national de prévention des incendies du Canada et aux mesures prévues par le chef des pompiers de la base.
- .2 Obtenir du chef de service des pompiers de la base une autorisation de travail à chaud pour tous travaux, dans les bâtiments ou les installations, nécessitant des opérations de soudage ou de brûlage ou encore l'utilisation de chalumeaux ou d'appareils générateurs de chaleur.
- .3 Dans le cas de tous les travaux nécessitant l'utilisation d'une source de chaleur dans des endroits où il y a risque d'incendie ou d'explosion, assurer la présence d'agents de sécurité-incendie équipés du matériel d'extinction approprié. Le chef du service des pompiers de la base délimitera les endroits où il y a risque d'incendie ou d'explosion ainsi que les mesures de sécurité à prendre dans chaque cas. Il incombe à l'entrepreneur de retenir les services d'agents de sécurité-incendie sur le chantier, selon les modalités établies au préalable avec le chef du service des pompiers de la base.

<u>1.12 MATIERES DANGEREUSES (Cont'd)</u>	.4	Assurer une ventilation adéquate et éliminer toutes les sources d'inflammation lorsque des liquides inflammables tels que des vernis et des produits à base d'uréthane sont utilisés. Informer le chef du service des pompiers de la base de l'emploi de tels produits avant le début et à la fin des travaux en question.
---	----	--

<u>1.13 INSPECTIONS EFFECTUÉES PAR LE CHEF DU SERVICE DES INCENDIES</u>	.1	Les inspections du chantier par le chef du service des pompiers de la base seront coordonnées par l'ingénieur.
	.2	Permettre au chef du service des pompiers de la base le libre accès au chantier.
	.3	Collaborer avec le chef du service des pompiers de la base au cours des inspections périodiques du chantier.
	.4	Corriger immédiatement toute situation jugée dangereuse par le chef du service des pompiers de la base.

## PARTIE 2 - PRODUITS

<u>2.1 SANS OBJET</u>	.1	Sans objet.
-----------------------	----	-------------

## PARTIE 3 - EXÉCUTION

<u>3.1 SANS OBJET</u>	.1	Sans objet.
-----------------------	----	-------------

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

### 1.1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- .1 Les entrepreneurs veilleront à ce que leur personnel connaisse bien ces règlements et ces exigences.
- .2 Les règlements relatifs à la sécurité, à la sûreté et aux incendies du Dépôt de munitions des Forces canadiennes Bedford (DMFC) promulgués par le commandant de la base, BFC Halifax, et administrés par le surintendant du DMFC Bedford, Nouvelle-Écosse, sont résumés dans les pages suivantes.
- .3 Le personnel de l'entrepreneur doit obéir à tous les règlements pendant qu'il travaille à l'intérieur des limites du DMFC Bedford.

### 1.2 RÉUNION DE SÉCURITÉ ET DE SÛRETÉ PRÉALABLE AUX TRAVAUX

- .1 Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur doit rencontrer les officiers des règlements relatifs à la sécurité, à la sûreté et à la sécurité incendie du site. Conformément aux directives de l'ingénieur et des officiers des règlements du site, l'entrepreneur s'assurera que tous ses employés reçoivent des instructions détaillées en matière de sécurité, de sûreté et de précautions à prendre contre l'incendie propres à un dépôt de munitions et qu'ils respectent les règlements en tout temps.

### 1.3 LAISSEZ-PASSER DE SÉCURITÉ

- .1 Les entrepreneurs doivent se présenter au sous-officier responsable des commissionnaires à l'édifice 153; ils doivent donner le nom de tous leurs employés ainsi qu'une description de tous leurs véhicules afin d'obtenir les laissez-passer temporaires nécessaires avant de procéder aux travaux dans les limites du dépôt.

### 1.4 CONDITIONS D'ACCÈS

- .1 Tous les visiteurs se verront délivrer un laissez-passer quotidien et devront signer un accusé de réception indiquant qu'ils sont au courant des conditions d'accès suivantes et consentent à celles-ci.
- .2 La personne à qui ce laissez-passer est délivré accepte de le remettre à l'agent de sûreté posté à la guérite à la fin du contrat ou de l'emploi au DMFC Bedford.
- .3 Tous les véhicules qui pénètrent dans le DMFC Bedford et en sortent peuvent être soumis à une fouille afin de s'assurer qu'aucun article interdit n'y est introduit ou qu'aucun produit de contrebande n'en est retiré.



- 1.5 SERVICES D'INCENDIE DU DMFC BEDFORD .1 Le service des incendies du MDN assure la lutte contre les incendie au DMFC Bedford du lundi au vendredi, de 7h30 à 16h. Les travaux visés par le présent contrat doivent être terminés à 15h30 tous les jours. En dehors de ces heures, l'intervention en cas d'incendie est assurée par la Municipalité régionale d'Halifax (MRH). L'entrepreneur communiquera avec le chef de peloton de l'arsenal, au numéro de téléphone 427-0550, poste 3500, avant d'exécuter des travaux pendant les heures de fermeture.
- 1.6 FOUILLES .1 Le Corps canadien des commissionnaires peut en tout temps effectuer une fouille personnelle des personnes qui se trouvent à l'intérieur du dépôt de munitions. Les véhicules qui pénètrent dans le dépôt et en sortent peuvent être soumis à une fouille afin d'assurer qu'aucun produit de contrebande n'est introduit dans la zone des explosifs et qu'aucun bien n'en est retiré sans autorisation.
- 1.7 ALARMES .1 Alarmes du dépôt:
- .1 Une sirène d'alarme retentit uniquement en cas d'urgence comme un incendie, une explosion, un orage ou une évacuation. Une sirène retentit également pour indiquer une «fin d'alerte».
- .2 Alarme d'incendie:
- .1 Le système d'alarme incendie du dépôt émet une série de signaux sonores d'intensité «ÉLEVÉE à FAIBLE» pour indiquer qu'il y a une urgence dans la zone des explosifs. Les entrepreneurs doivent alors cesser leurs activités et se rendre, dans leurs propres véhicules, jusqu'à la sortie la plus proche, à l'écart de la zone des explosifs. Lorsqu'aucun véhicule n'est disponible, ils doivent se rendre jusqu'au lieu de rassemblement le plus proche, soit l'édifice 169 ou 143.
- .3 Orage:
- .1 Le système d'alarme incendie du dépôt émet une série de signaux sonores pour lancer un avertissement d'orage. Les entrepreneurs doivent alors cesser leurs activités et se rendre, dans leurs propres véhicules, jusqu'à la sortie la plus proche, à l'écart de la zone des explosifs. Lorsqu'aucun véhicule n'est disponible, ils doivent se rendre jusqu'au lieu de rassemblement le plus proche, soit l'édifice 169 ou 143.
-

#### 1.7 ALARMES (Cont'd)

- .4 Évacuation:
  - .1 Le système d'alarme incendie du dépôt émet une série de signaux sonores lents pour indiquer que le surintendant a donné l'ordre d'évacuer la zone des explosifs. Cette évacuation pourrait s'étendre à la zone sans explosifs et à tout autre endroit, selon les ordres du surintendant.
- .5 Fin d'alerte:
  - .1 Le système d'alarme incendie du dépôt émet une sonnerie continue pour indiquer la fin de l'état d'alerte.

#### 1.8 SIGNALEMENT D'UN INCENDIE

- .1 Qu'ils aient été éteints ou non, tous les incendies doivent être signalés immédiatement au service d'incendie de la base.
- .2 Tous les entrepreneurs et les employés doivent bien connaître l'emplacement des avertisseurs d'incendie ou des téléphones les plus proches.
- .3 Les incendies peuvent être signalés en déclenchant l'avertisseur d'incendie public le plus proche ou en composant le 911. Les personnes qui signalent un incendie doivent demeurer près de l'avertisseur d'incendie ou du téléphone jusqu'à l'arrivée du service d'incendie et être prêtes à indiquer le chemin vers les lieux du sinistre au service d'incendie.

#### 1.9 ARTICLES INTERDITS

- .1 L'introduction des articles suivants dans la zone des explosifs est interdite et (ou) contrôlée. Le surintendant peut autoriser l'introduction des articles suivants:
  - .1 les allumettes ou tout autre équipement producteur de flammes (y compris les allume-cigarettes);
  - .2 les pipes, les produits du tabac, les appareils ou les articles de fumeur quels qu'ils soient;
  - .3 les explosifs ou les produits chimiques;
  - .4 les lumières, les lampes, les appareils ou les outils électriques qui ne sont pas à l'épreuve des explosions;
  - .5 les appareils photographiques;
  - .6 la nourriture et les boissons; et

1.9 ARTICLES INTERDITS  
(Cont'd)

- .1 (Cont'd)
- .7 le matériel de transmission (comme les récepteurs portatifs, les téléphones cellulaires, les démarreurs à distance, les ouvre-portes de garage, etc.).
- .2 L'introduction, la possession ou la consommation de boissons alcoolisées, de narcotiques ou de toute substance intoxicante dans les limites du dépôt de munitions est interdite.
- .3 Tout matériel de ce type découvert dans le cadre d'une fouille sera saisi par les agents de sécurité du site et détenu à la guérite.

1.10 REGLEMENTS RELATIFS  
A LA SÉCURITÉ ET AUX  
INCENDIES

- .1 Fumée:
  - .1 Il est formellement interdit de fumer dans les zones des explosifs.
- .2 Bâtiments:
  - .1 Il est interdit de fumer dans tous les bâtiments.
- .3 Mesures de sécurité relatives à l'équipement électrique et électronique:
  - .1 Toute personne qui utilise ou entretient de l'équipement électrique et électronique requérant une tension supérieure à 50 V doit informer les officiers de sécurité et de sécurité-incendie du chantier de toutes les règles de sécurité énoncées dans les manuels de fonctionnement et d'instruction de cet équipement.
- .4 Substances inflammables, explosifs ou produits chimiques:
  - .1 Au besoin, l'introduction de substances inflammables, d'explosifs ou de produits chimiques dans la zone des explosifs peut être autorisée, pourvu que l'officier de sécurité du dépôt et le service d'incendie du dépôt en aient été informés et que le surintendant ait donné son autorisation. Lorsque leur introduction a été autorisée, ces articles peuvent être transportés par les entrepreneurs, pourvu que le service d'incendie du dépôt ait été informé du corridor de transport et que des extincteurs d'incendie adéquats soient disponibles.
- .5 Flamme nue ou soudage:

1.10 REGLEMENTS RELATIFS .5  
A LA SÉCURITÉ ET AUX  
INCENDIES  
(Cont'd)

(Cont'd)

.1 Tous les travaux requérant le coupage, le soudage ou l'utilisation d'appareils à flamme nue à l'intérieur de bâtiments contenant des explosifs ou près de ceux-ci doivent avoir été préalablement approuvés. L'officier de la sécurité-incendie inspectera la zone des travaux afin de s'assurer qu'elle dispose d'extincteurs d'incendie et de dispositifs de premiers soins adéquats et que des guetteurs d'incendie y sont postés.

.6 Contenants de distribution de carburant:

.1 Les entrepreneurs doivent s'assurer que tous leurs contenants de distribution de carburant satisfont aux normes suivantes ou les dépassent:

- .1 bidons de sécurité de type II, étanches et en tôle plombée, homologués par les Laboratoires des assureurs (UL) et approuvés par la Mutuelle des manufacturiers;
- .2 bidons munis d'un bouchon à ressort qui s'ouvre pour laisser s'échapper la vapeur et se referme automatiquement lorsque la pression interne est relâchée;
- .3 bidons munis d'un pistolet de distribution en métal flexible ou rigide qui empêche la production d'étincelles statiques;
- .4 norme de réception: contenants Protectoseal, modèles nos 247, 249, 8410 et 8420;
- .5 autres produits acceptables: contenants Safe-T-Way; et
- .6 tout autre modèle de contenant doit être approuvé par le chef des pompiers de la base.

.7 Toute infraction à l'un des règlements précités entraînera l'annulation immédiate du laissez-passer de sécurité du contrevenant et son expulsion immédiate du site.

1.11 REGLEMENTS RELATIFS .1  
A LA CIRCULATION

Véhicules:

.1 Tous les opérateurs doivent obéir rigoureusement aux règles suivantes lorsqu'ils circulent dans le dépôt de munitions.

1.11 REGLEMENTS RELATIFS  
A LA CIRCULATION

(Cont'd)

.1 (Cont'd)

.1 (Cont'd)

- .1 Les conducteurs éviteront de laisser tourner au ralenti le moteur de leur véhicule ou de laisser sans surveillance les véhicules garés entre les bâtiments ou les traverses.
- .2 Les conducteurs éviteront de conduire un véhicule dans le sens inverse de celui indiqué sur les panneaux annonçant une voie «à sens unique».
- .3 Il est interdit en tout temps de conduire un véhicule à une vitesse supérieure à 25 kilomètres à l'heure à l'intérieur de la zone du dépôt.
- .4 Il est interdit en tout temps de conduire un véhicule à une vitesse supérieure à 8 kilomètres à l'heure entre les murs pare-souffle et les bâtiments à l'intérieur de la zone du dépôt.
- .5 Aucun véhicule ne sera laissé sans surveillance à moins de 10 mètres d'une prise d'eau d'incendie ou à moins de 30 mètres d'un bâtiment où sont entreposés des explosifs.
- .6 Tous les véhicules seront munis d'un extincteur dont la taille et le type permet d'éteindre un incendie qui se déclarerait à bord de ceux-ci.

.2 Routes d'accès:

- .1 Les routes et les bâtiments qui se trouvent à l'intérieur du DMFC Bedford doivent être accessibles en tout temps en cas d'incendie ou d'urgence. Les entrepreneurs qui ont besoin d'obstruer les routes d'accès dans le cadre de l'exécution des travaux s'assureront qu'une voie de chaque route est praticable en tout temps. Les véhicules qui ne sont pas nécessaires au transport du personnel jusqu'à la sortie la plus proche seront garés sur le bord de la route, à l'écart du bâtiment le plus proche.

.3 Ravitaillement en carburant:

1.11 REGLEMENTS RELATIFS .3  
A LA CIRCULATION  
(Cont'd)

(Cont'd)

.1 Il est interdit de ravitailler en carburant les véhicules qui se trouvent à l'intérieur des zones des explosifs. Le remplissage de carburant du matériel léger (tondeuses à gazon, scies à chaîne, etc.) ne peut être fait qu'aux endroits désignés par l'officier de sécurité et par l'officier de la sécurité-incendie. Les pratiques en matière de sécurité se rapportant au ravitaillement du matériel chaud doivent toutes être respectées. Des extincteurs d'incendie adéquats correspondant aux types recommandés par l'officier de la sécurité-incendie doivent être fournis. Seuls les contenants distributeurs de sécurité approuvés et précisés à l'alinéa 1.10.6 seront autorisés dans les limites du dépôt de munitions.

.4 Toute infraction à l'un des règlements précités entraînera l'annulation immédiate du laissez-passer du véhicule et l'expulsion immédiate du contrevenant du site.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 AUTORISATION D'ACCES AUX EMPLACEMENTS .1 Les employés des entrepreneurs doivent chaque matin se présenter au poste de garde principal, signer le registre et obtenir un insigne d'identité qu'ils doivent porter sur eux en tout temps. Lorsqu'ils quittent le complexe à la fin de la journée ou à la pause déjeuner, les employés des entrepreneurs doivent se présenter au poste de garde principal, remettre l'insigne et signer le registre.

1.2 STATIONNEMENT .1 Les véhicules des entrepreneurs seront autorisés à circuler dans le périmètre intérieur, pourvu qu'ils circulent pendant de courtes périodes de temps pour charger ou décharger du matériel et du ravitaillement et qu'ils soient ensuite déplacés dans le parc de stationnement supérieur adjacent à la route Windmill ou dans la rue. Le superviseur sur place de la société contractante est autorisé à garer son véhicule pendant de courtes périodes de temps à l'une des places de stationnement réservées aux visiteurs ou, si ces places sont occupées, à garer celui-ci dans le périmètre intérieur lorsqu'il effectue ses visites régulières de progression de l'ouvrage. Il est important de signaler que les véhicules des entrepreneurs qui entrent dans le périmètre intérieur peuvent être soumis, au moment de leur départ, à une fouille qui sera effectuée par le commissionnaire de service. En cas d'abus, RDDC Atlantique se réserve le droit de limiter le droit de stationnement susmentionné.

## PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 SANS OBJET .1 Sans objet.

## PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET .1 Sans objet.

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

### 1.1 DÉFINITIONS

- .1 Pollution et dommages à l'environnement:
  - .1 Présence d'éléments ou d'agents chimiques, physiques ou biologiques qui ont un effet nuisible sur la santé et le bien-être des personnes, qui altèrent les équilibres écologiques importants pour les humains et qui constituent une atteinte aux espèces jouant un rôle important pour ces derniers ou qui dégradent les caractères esthétique, culturel et / ou historique de l'environnement.
- .2 Protection de l'environnement:
  - .1 Prévention / maîtrise de la pollution et de la perturbation de l'habitat et de l'environnement durant la construction.

### 1.2 FEUX

- .1 Les feux et le brûlage des déchets sur le chantier sont interdits.

### 1.3 ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- .1 Il est interdit d'enfouir des déchets et des débris sur le chantier.
- .2 Éviter d'éliminer des déchets ou des matières volatiles, comme des essences minérales, du pétrole ou du diluant pour peintures, dans les voies navigables, les égouts pluviaux ou les égouts séparatifs.
- .3 Tous les déversements doivent être signalés immédiatement à l'ingénieur, et les travaux de nettoyage seront effectués aux frais de l'entrepreneur.

### 1.4 DRAINAGE

- .1 Prévoir le drainage et le pompage temporaires nécessaires pour garder les excavations et le chantier à sec.
  - .2 S'assurer que l'eau pompée vers un cours d'eau, un réseau d'égout ou un système d'évacuation ou de drainage ne contient pas de matières en suspension.
  - .3 Assurer l'évacuation ou l'élimination des eaux contenant des matières en suspension ou des substances nocives conformément aux exigences des autorités locales.
-



**1.5 DÉFRICHEMENT DU  
CHANTIER ET PROTECTION  
DES PLANTES**

- .1 Assurer la protection des arbres et des plantes sur le chantier et sur les propriétés adjacentes, selon les indications.
- .2 Envelopper de toile de jute les arbres et les arbustes adjacents au chantier de construction, aux aires d'entreposage et aux voies de camionnage. Entourer les arbres et les arbustes d'une cage protectrice en bois d'une hauteur d'au moins 2 m à partir du niveau du sol.
- .3 Durant les travaux d'excavation et de terrassement, protéger jusqu'à la ligne d'égouttement les racines des arbres désignés, afin qu'elles ne soient pas déplacées ni endommagées. Éviter de circuler et de décharger ou d'entreposer des matériaux inutilement au-dessus de la zone racinaire des arbres protégés.
- .4 Réduire au minimum l'enlèvement de la terre végétale et de la végétation.
- .5 N'enlever des arbres que dans les zones indiquées ou désignées par l'ingénieur.

**1.6 TRAVAUX EXÉCUTÉS A  
PROXIMITÉ DES COURS  
D'EAU**

- .1 Les engins de construction doivent être utilisés depuis le rivage seulement.
- .2 Ne pas extraire de matériaux d'emprunt du lit des cours d'eau.
- .3 Les cours d'eau doivent demeurer exempts de déblais, de matériaux de rebut ou de débris.
- .4 Concevoir et construire les ponceaux ou les autres ouvrages temporaires de franchissement des cours d'eau de manière à réduire l'érosion au minimum.
- .5 Ne pas faire glisser de billots ou de matériaux de construction d'un bord à l'autre des cours d'eau.
- .6 Éviter les frayères indiquées, lors de la construction de ponceaux ou d'autres ouvrages temporaires de franchissement des cours d'eau.

**1.7 PRÉVENTION DE LA  
POLLUTION**

- .1 Entretenir les installations temporaires destinées à prévenir l'érosion et la pollution, et mises en place en vertu du présent contrat.
- .2 Assurer le contrôle des émissions produites par le matériel et l'outillage conformément aux exigences des autorités locales.

1.7 PRÉVENTION DE LA  
POLLUTION  
(Cont'd)

- .3 Empêcher les matériaux de sablage et les autres matières étrangères de contaminer l'air et les voies d'eau au-delà de la zone d'application.
  - .1 Prévoir des abris temporaires selon les directives de l'ingénieur.
- .4 Arroser les matériaux secs et recouvrir les déchets afin d'éviter que le vent soulève la poussière ou entraîne les débris. Supprimer la poussière sur les chemins temporaires.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

### 1.1 MISE EN PLACE ET ENLEVEMENT DU MATÉRIEL

- .1 Fournir, mettre en place ou aménager les ouvrages d'accès et de protection temporaires nécessaires pour permettre l'exécution des travaux dans les plus brefs délais.
- .2 Démontez le matériel et l'évacuez du chantier lorsqu'on n'en a plus besoin.

### 1.2 PALISSADES

- .1 Ériger, autour du chantier, une palissade temporaire constituée d'éléments d'ossature en bois de construction de 38mm x 89mm disposés à 600mm d'entraxe, et de panneaux de contreplaqué de sapin, pour l'extérieur, de 1200mm x 2400mm x 13mm, conforme à la norme CSA O121.
- .2 Maintenir une cote au feu d'une heure selon les nécessités du Commissaire aux incendies.
- .3 Poser les panneaux de contreplaqué à la verticale, selon les indications et les assembler bout à bout et d'affleurement.
- .4 Prévoir une (1) barrière d'accès verrouillable pour les camions et au moins une porte piétonne, selon les directives et en respectant les restrictions concernant la circulation sur les rues adjacentes. Prévoir des serrures et des clés pour les barrières.
- .5 Aménager des passages abrités (toit et côtés), pour piétons, avec signalisation pertinente et éclairage électrique comme l'exige la loi, et en assurer l'entretien.
- .6 Revêtir le côté extérieur des palissades d'une couche de peinture d'impression et une couche de peinture d'extérieur conforme aux normes du Master Painters Institute, de couleurs choisies. Garder cette façade propre.
- .7 Ériger, autour du chantier, une palissade temporaire constituée d'une clôture à neige neuve de 1,2m de hauteur, attachée avec du fil métallique à des poteaux profilés en T disposés à 2,4m d'entraxe. Prévoir une (1) barrière d'accès verrouillable pour les camions.
- .8 Poser des clôtures autour des arbres et des végétaux à laisser en place afin de les protéger contre les dommages qui pourraient leur être causés par le matériel utilisé ou par certaines pratiques de construction.

<u>1.3 GARDE-CORPS ET BARRIERES</u>	.1	Fournir des garde-corps et des barrières rigides et sécuritaires et en installer autour des excavations profondes, des gaines techniques et des cages d'escaliers non fermées et le long de la bordure des planchers et des toits.
	.2	Fournir et installer ces éléments conformément aux exigences des autorités compétentes.
<u>1.4 ABRIS, ENCEINTES ET FERMETURES CONTRE LES INTEMPÉRIES</u>	.1	Fournir des dispositifs de fermeture étanches et en poser aux baies de portes et de fenêtres, au sommet des gaines techniques et aux autres ouvertures pratiquées dans les planchers et les toitures.
	.2	Recouvrir les surfaces des planchers où les murs ne sont pas encore montés; sceller les autres ouvertures. Aménager des enceintes à l'intérieur du bâtiment, là où il faut assurer un chauffage temporaire.
	.3	Les enceintes doivent pouvoir supporter les pressions dues au vent et les surcharges dues à la neige, qui ont été calculées.
<u>1.5 VOIES D'ACCES AU CHANTIER</u>	.1	Aménager les voies, les chemins, les rampes et les traverses piétonnes nécessaires pour accéder au chantier.
<u>1.6 CIRCULATION ROUTIERE</u>	.1	Retenir les services de signaleurs compétents et prévoir les dispositifs et les fusées de signalisation, les barrières, les feux et les luminaires nécessaires pour l'exécution des travaux et la protection du public.
<u>1.7 VOIES D'ACCES POUR VÉHICULES D'URGENCE</u>	.1	Assurer un accès au chantier pour les véhicules d'urgence et prévoir à cet égard des dégagements en hauteur suffisants.
<u>1.8 PROTECTION DES PROPRIÉTÉS PUBLIQUES ET PRIVÉES AVOISINANTES</u>	.1	Protéger les propriétés publiques et privées avoisinantes contre tout dommage pouvant résulter de l'exécution des travaux.
	.2	Le cas échéant, assumer l'entière responsabilité des dommages causés.
<u>1.9 PROTECTION DES SURFACES FINIES DU BATIMENT</u>	.1	Pendant toute la période d'exécution des travaux, protéger le matériel ainsi que les surfaces complètement ou partiellement finies de l'ouvrage.
	.2	Prévoir les écrans, les bâches et les barrières nécessaires.

1.9 PROTECTION DES  
SURFACES FINIES DU  
BATIMENT  
(Cont'd)

- .3 Trois (3) jours avant l'installation des éléments de protection, confirmer avec l'ingénieur l'emplacement de chacun ainsi que le calendrier d'installation.
- .4 Assumer l'entière responsabilité des dommages causés aux ouvrages en raison d'un manque de protection ou d'une protection inappropriée.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

### 1.1 PROPRETÉ DU CHANTIER

- .1 Garder le chantier propre et exempt de toute accumulation de débris et de matériaux de rebut autres que ceux générés par le Maître de l'ouvrage ou par les autres entrepreneurs.
- .2 Évacuer les débris et les matériaux de rebut hors du chantier quotidiennement, à des heures prédéterminées, ou les éliminer selon les directives de l'ingénieur. Les matériaux de rebut ne doivent pas être brûlés sur le chantier.
- .3 Prendre les dispositions nécessaires et obtenir les permis des autorités compétentes en vue de l'élimination des débris et des matériaux de rebut.
- .4 Selon le règlement administratif S-600 de la Municipalité régionale d'Halifax (MRH), les déchets solides générés à l'intérieur qui ne nécessitent pas une disposition à des sites d'élimination spécialisés en dehors du territoire de la MRH doivent être éliminés dans les limites de la MRH à une installation autorisée ou approuvée.
- .5 Stocker les déchets volatils dans des contenants métalliques fermés et les évacuer hors du chantier à la fin de chaque période de travail.
- .6 Assurer une bonne ventilation des locaux pendant l'emploi de substances volatiles ou toxiques. Il est toutefois interdit d'utiliser le système de ventilation du bâtiment à cet effet.
- .7 Utiliser uniquement les produits de nettoyage recommandés par le fabricant de la surface à nettoyer, et les employer selon les recommandations du fabricant des produits en question.
- .8 Établir l'horaire de nettoyage de sorte que la poussière, les débris et les autres saletés soulevées ne retombent pas sur des surfaces humides fraîchement peintes et ne contaminent pas les systèmes du bâtiment.

### 1.2 NETTOYAGE FINAL

- .1 A l'achèvement substantiel des travaux, enlever les matériaux en surplus, les outils ainsi que l'équipement et les matériels de construction qui ne sont plus nécessaires à l'exécution du reste des travaux.
- .2 Enlever les débris et les matériaux de rebut, à l'exception de ceux générés par les autres entrepreneurs, et laisser les lieux propres et prêts à occuper.

1.2 NETTOYAGE FINAL  
(Cont'd)

- .3 Examiner les finis, les accessoires et les matériels afin de s'assurer qu'ils répondent aux exigences prescrites quant au fonctionnement et à la qualité d'exécution.
- .4 Balayer et nettoyer les trottoirs, les marches et les autres surfaces extérieures; balayer ou ratisser le reste du terrain.
- .5 Enlever les saletés et autres éléments qui déparent les surfaces extérieures.
- .6 Balayer et nettoyer les surfaces revêtues en dur.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

### 1.1 RÉFÉRENCES

- .1 American Society for Testing and Materials International (ASTM)
  - .1 ASTM C117, Standard Test Method for Material Finer than 0.075 mm (No. 200) Sieve in Mineral Aggregates by Washing.
  - .2 ASTM C136, Standard Test Method for Sieve Analysis of Fine and Coarse Aggregates.
  - .3 ASTM ADJD0422, Test Method for Particle-Size Analysis of Soils.
- .2 Association canadienne de normalisation (CSA) / CSA International
  - .1 CAN/CSA A3000, Compendium des matériaux liants (Contient A3001, A3002, A3003, A3004 et A3005).
  - .2 CSA A23.1/A23.2, Béton: constituants et exécution des travaux / méthodes d'essais et pratiques normalisées pour le béton.
- .3 Devis type pour services municipaux, compilé conjointement par le comité mixte de «Nova Scotia Road Builders Association» et de «Nova Scotia Consulting Engineers Association».

### 1.2 DÉFINITIONS

- .1 Terre végétale:
    - .1 Tout matériau propre à favoriser la croissance des végétaux et pouvant être utilisé comme terre d'appoint, pour l'aménagement paysager ou encore pour l'ensemencement.
    - .2 Tout matériau raisonnablement exempt de matériaux de sous-sol, de mottes d'argile, de broussailles, de mauvaises herbes nuisibles et d'autres débris, et exempt de cailloux, de souches, de racines et d'autres matériaux nuisibles de plus de 25 millimètres (1 pouce).
  - .2 Matériaux de rebut:
    - .1 Matériaux en surplus ou matériaux de déblai inutilisables aux fins des présents travaux.
  - .3 Matériaux d'emprunt:
-



## 1.2 DÉFINITIONS

### (Cont'd)

- .3 (Cont'd)
- .1 Matériaux provenant de zones situées à l'extérieur de l'aire à niveler, et nécessaires à l'aménagement de remblais ou à d'autres parties de l'ouvrage.

## 1.3 ANALYSE DU SOL

- .1 L'entrepreneur doit accorder au MDN un accès illimité en tout temps au fond et au parois des excavations afin d'effectuer l'échantillonnage du sol conformément aux procédures environnementales et aux politiques et règlements fédéraux et provinciaux. Si le fond ou les parois d'une excavation sont contaminés, l'ingénieur peut demander à l'entrepreneur de procéder à d'autres travaux d'excavation du sol désigné.

## 1.4 PERMIS D'EXCAVATION

- .1 L'entrepreneur doit obtenir, en collaboration avec l'ingénieur, un permis d'excavation afin de réaliser les travaux sur la propriété du MDN.
- .2 Le permis d'excavation doit être signé par tous les ateliers et services concernés et approuvé par l'ingénieur avant d'entreprendre des travaux d'excavation.

## 1.5 SOL CONTAMINÉ

- .1 Si un signe de contamination survient pendant les travaux d'excavation, l'entrepreneur doit aviser l'ingénieur. Le sol ou les matériaux contaminés doivent être séparés du sol sain et être recouverts de bâches afin d'éviter qu'ils ne se mélangent aux sols avoisinants. L'ingénieur évaluera le sol ou le fera évaluer par un professionnel agréé; toute manipulation subséquente du sol ou des matériaux contaminés devra se faire conformément aux directives de l'ingénieur.

## 1.6 MANIFESTE DE TRANSPORT DU SOL CONTAMINÉ

- .1 L'ingénieur doit fournir le manifeste et remplir la section intitulée «Point de départ». Il doit ensuite remettre le manifeste au camionneur qui, à son tour, doit remplir la section intitulée «Destination», au site de décharge. L'exemplaire client du manifeste et un exemplaire du bordereau de livraison doivent être retournés à l'ingénieur.

## 1.7 BORDEREAUX DE PESAGE

- .1 L'entrepreneur doit soumettre deux (2) exemplaires du bordereau de pesage pour le remblai et les matériaux fournis pour chaque tâche.
-

## PARTIE 2 - PRODUITS

### 2.1 MATÉRIAUX

- .1 Gravier de type 1 et 2:
  - .1 Pierre, gravier ou sable tout-venant, de tamisage ou de concassage composé de particules dures, résistantes, exemptes de mottes d'argile, de matériaux organiques, de matériaux gelés et d'autres substances pouvant nuire à l'utilisation prévue, et selon les spécifications du NSDOTC (ministère des Transports et des Communications de la N.-É.).
  - .2 Granulométrie se situant dans les limites indiquées lors des essais effectués selon les normes ASTM C136 et ASTM C117. Dimensions des mailles des tamis selon les références.
- .2 Gravier de type 3 (d'appoint):
  - .1 Matériaux «tout-venant» extraits d'une fosse approuvée par le ministère des Transports de la Nouvelle-Écosse.
  - .2 La granulométrie doit être telle qu'au plus 20% passe au tamis de 75mm (tamis n° 200), et que la taille maximale soit de 150mm (6 pouces).
- .3 Remblai de type 4 (emprunt):
  - .1 Matériaux choisis parmi les matériaux d'excavation ou ailleurs, approuvés par l'ingénieur pour l'utilisation proposé, non gelés et exempts de pierres dont la plus grande dimension excède 75mm, de mâchefer, de cendres, de mottes de gazon, de déchets ou d'autres matières nuisibles.
- .4 Remblai de type 5 (sable):
  - .1 Matériaux durs, granulaires, tranchants, exempts d'impuretés, de produits chimiques et de matériaux friables, et bien répartis de grossier à fin, selon la granulométrie suivante:
    - .1 Désignation des tamis / % de tamisat cumulatif
      - .1 5mm / 100
      - .2 0,16mm / 0-5

2.1 MATÉRIAUX  
(Cont'd)

- .4 (Cont'd)
- .1 (Cont'd)
- .5 Remblai de type 6 (pierre de décantation):
  - .1 Matériaux de tamisage ou de concassage composé de particules dures, résistantes, exemptes de mottes d'argile et de matériaux organiques, selon la granulométrie suivante:
    - .1 Désignation des tamis / % de tamisat cumulatif
      - .1 28mm / 95-100
      - .2 14mm / 25-60
      - .3 5mm / 0-10
- .6 Remblai de type 7 (terre végétale):
  - .1 La terre végétale tamisée pour les airesensemencées ou engazonnées doit comprendre un mélange de particules minérales, de micro organismes et de matières organiques, constituant un milieu propice à la croissance végétale désirée.
  - .2 La texture du sol devra respecter le système canadien de classification des sols, soit entre 20 et 70% de sable, au moins 7% d'argile, et le sol doit contenir entre 2 et 10% de matières organiques en poids.
  - .3 Exempt d'éléments toxiques et de matières inhibitrices de croissance.
  - .4 Surface finie exempte de:
    - .1 débris et cailloux dont le diamètre est supérieur à 50mm;
    - .2 matériaux grossiers dont le diamètre est supérieur à 10mm et la longueur est supérieure à 100mm, ne totalisant pas plus que 2% du volume du sol.
  - .5 Consistance: Friable lorsque humide.

### PARTIE 3 - EXÉCUTION

#### 3.1 MOYENS DE CONTROLE DE L'ÉROSION ET DES SÉDIMENTS

- .1 Mettre en place des moyens temporaires de lutte contre l'érosion et le dépôt de sédiments, destinés à prévenir la perte de sol pouvant résulter du ruissellement des eaux pluviales ou de l'érosion par le vent, et l'entraînement de ce sol sur les propriétés et les voies piétonnes adjacentes. Ces moyens doivent être conformes aux exigences des autorités compétentes.
- .2 Inspecter les moyens de lutte mis en place, en assurer l'entretien et les réparer au besoin jusqu'à ce que la végétation permanente soit bien établie.
- .3 Enlever les moyens de lutte au moment opportun et remettre en état et stabiliser les surfaces remuées au cours de ces travaux.

#### 3.2 TRAVAUX PRÉPARATOIRES

- .1 Enlever, dans les limites indiquées, les obstacles, la neige et la glace accumulés sur les surfaces de la zone d'excavation.
- .2 Couper soigneusement les revêtements de chaussée et les trottoirs le long des lignes délimitant l'excavation proposée, afin que la surface se brise de manière nette et uniforme.

#### 3.3 PRÉPARATION / PROTECTION

- .1 Protéger les éléments existants conformément à la section 01 56 00 - Ouvrages d'accès et de protection temporaires et aux règlements municipaux pertinents.
  - .2 Garder les excavations propres, exemptes d'eau stagnante et de sol friable.
  - .3 Lorsque le sol peut varier sensiblement en volume à cause des fluctuations de sa teneur en humidité, le couvrir et le protéger à la satisfaction de l'ingénieur.
  - .4 Protéger les éléments naturels et artificiels qui doivent demeurer en place. Sauf indication contraire ou à moins qu'ils soient situés dans une zone à bâtir, protéger les arbres existants contre tout dommage.
  - .5 Protéger les canalisations d'utilités qui doivent demeurer en place.
-

### 3.4 DÉCAPAGE DE LA TERRE VÉGÉTALE

- .1 Commencer à enlever la terre végétale dans les zones désignées par l'ingénieur, une fois que les broussailles, les mauvaises herbes et la pelouse ont été enlevées et évacuées hors du chantier.
- .2 Enlever la terre végétale jusqu'à la profondeur déterminée par l'ingénieur.
  - .1 Ne pas mélanger de terre végétale avec des matériaux provenant du sous-sol.
- .3 Mettre la terre végétale en dépôt aux endroits désignés par l'ingénieur.
  - .1 Ne pas empiler la terre sur plus de 2m de hauteur et protéger les tas contre l'érosion.
- .4 Éliminer la terre végétale inutilisée hors du chantier.

### 3.5 MISE EN DÉPOT

- .1 Mettre les matériaux de remblai en dépôt aux endroits désignés par l'ingénieur.
  - .1 Mettre les matériaux granulaires en dépôt de manière à prévenir toute ségrégation.
- .2 Protéger les matériaux de remblai contre toute contamination.
- .3 Prendre les mesures de contrôle appropriées contre l'érosion et la sédimentation afin d'empêcher la migration des sédiments hors des limites du chantier et vers les cours d'eau.

### 3.6 BATARDEAUX, ÉTAIEMENT, ÉTRÉSILLONNEMENT ET REPRISE EN SOUS-OEUVRE

- .1 Protéger les parois des excavations par des méthodes appropriées et conformément à la section 01 35 30 - Exigences relatives à la santé et à la sécurité et à la Loi sur la santé et la sécurité de la province de la Nouvelle-Écosse.
  - .1 Lorsque les conditions sont instables, l'ingénieur doit faire les inspections nécessaires et indiquer les méthodes à utiliser.
- .2 Obtenir le permis approprié des autorités compétentes s'il est nécessaire de détourner temporairement un cours d'eau.
- .3 Construire les ouvrages temporaires à la profondeur, à la hauteur et aux endroits déterminés par l'ingénieur.
- .4 Effectuer les opérations suivantes pendant le remblayage:

3.6 BATARDEAUX,  
ÉTAIEMENT,  
ÉTRÉSILLONNEMENT ET  
REPRISE EN SOUS-OEUVRE  
(Cont'd)

- .4 (Cont'd)
  - .1 Sauf indication ou directive contraire de la part de l'ingénieur, retirer les palplanches et les ouvrages d'étalement des excavations.
  - .2 Ne pas retirer les étrépillons avant que le niveau du remblai ne soit rendu à la hauteur de ces derniers.
  - .3 Retirer les palplanches graduellement, de manière à maintenir le remblai compacté à une hauteur d'au moins 500mm au-dessus des extrémités inférieures de ces dernières.
- .5 Lorsque les palplanches doivent demeurer en place, couper leurs extrémités supérieures au niveau indiqué.
- .6 Effectuer les opérations suivantes, une fois la construction de l'infrastructure terminée:
  - .1 Retirer les batardeaux ainsi que les ouvrages d'étalement et d'étrépillonnement.
  - .2 Évacuer les matériaux en surplus hors du chantier et exécuter les travaux requis pour rétablir le régime initial des cours d'eau, selon les indications et les directives de l'ingénieur.

3.7 ASSECHÈMENT DES  
EXCAVATIONS ET  
PRÉVENTION DU  
SOULEVEMENT

- .1 Maintenir les excavations à sec tout au long des travaux.
- .2 Protéger les excavations à ciel ouvert contre les inondations et les dommages pouvant être causés par les eaux de ruissellement.
- .3 Évacuer l'eau conformément à la section 01 35 43 - Protection de l'environnement vers des aires de collecte ou des aires d'écoulement autorisées et d'une manière ne présentant aucun risque pour les propriétés publiques ou privées, ou pour l'une ou l'autre partie des travaux terminés ou en cours.
- .4 Fournir et installer des bassins de floculation, des bassins de décantation ou d'autres installations de traitement des eaux afin de débarrasser celles-ci des matières solides en suspension ou des autres matières indésirables, avant de les déverser dans un égout pluvial, un cours d'eau ou un bassin de drainage.

### 3.8 ENTREPOSAGE

- .1 Entreposer le sol non contaminé sur les surfaces non contaminées du chantier. Déterminer des lieux d'entreposage proposés pour le sol non contaminé de tout contact avec les eaux d'égout, les eaux souterraines contaminées et le sol contaminé.

### 3.9 EXCAVATION

- .1 Effectuer les travaux d'excavation selon les dimensions, les tracés, les cotes et les niveaux déterminés pour les travaux requis conformément aux exigences des autorités compétentes.
- .2 Les travaux d'excavation ne doivent d'aucune façon modifier la capacité portante des fondations adjacentes.
- .3 A moins que l'ingénieur ne l'autorise par écrit, il est interdit de creuser plus de 30 mètres de tranchée avant de procéder à l'installation des éléments à enfouir, et la longueur de tranchée non remblayée ne doit pas excéder 15 mètres, à la fin d'une journée de travail.
- .4 Les déblais et les matériaux mis en dépôt doivent être déposés à une distance suffisante de la tranchée, selon les indications de l'ingénieur.
- .5 Limiter les travaux exécutés avec des engins de chantier à proximité immédiate de tranchées non remblayées.
- .6 Éliminer les déblais impropres ou excédentaires hors du chantier à un site approuvé.
- .7 Éviter de faire obstacle à l'écoulement des eaux de ruissellement ou des cours d'eau naturels.
- .8 Les fonds de fouille en terre doivent être de niveau et constitués de terre non remuée, exempte de matières organiques et de substances lâches ou non résistantes.
- .9 Informer l'ingénieur lorsque le niveau prévu comme fond de fouille est atteint.
- .10 Les excavations terminées doivent être approuvées par l'ingénieur.
- .11 Débarrasser le fond des tranchées de tout matériau impropre, y compris les matériaux situés sous la cote de niveau requise, sur l'étendue et jusqu'à la profondeur déterminées par l'ingénieur.

3.10 MATÉRIAUX D'ASSISE ET DE RECOUVREMENT DES CANALISATIONS SOUTERRAINES

.1 Mettre en place les matériaux granulaires prévus pour l'assise et le recouvrement des canalisations d'utilités souterraines et les compacter selon les indications.

.2 Les matériaux d'assise et de recouvrement mis en place ne doivent pas être gelés.

3.11 EXCAVATION ADDITIONNELLE DE SOL CONTAMINÉ

.1 L'excavation du sol contaminé ne se limite pas aux zones d'excavation désignées. Elle pourrait être requise à d'autres endroits du chantier. L'ingénieur a le pouvoir, en tout temps, de demander à l'entrepreneur d'excaver et d'enlever le sol contaminé additionnel, selon le présent devis technique.

3.12 REMBLAYAGE

.1 Ne pas procéder au remblayage avant:

- .1 l'inspection et l'approbation des installations par l'ingénieur;
- .2 l'inspection et l'approbation des installations sous le niveau définitif du sol par l'ingénieur;
- .3 l'inspection, l'essai, l'approbation des réseaux d'utilités souterrains et la consignation de leur emplacement
- .4 l'enlèvement des coffrages pour béton; et / ou
- .5 l'enlèvement des ouvrages d'étalement et d'étrésillonnement; le remblayage des vides avec un sol acceptable.

.2 Les aires à remblayer doivent être exemptes de débris, de neige, de glace, d'eau et de terre gelée.

.3 Il est interdit d'utiliser des matériaux de remblai qui sont gelés ou qui contiennent de la neige, de la glace ou des débris.

.4 Compacter les matériaux suivants à 95% de la densité Proctor normalisée:

- .1 Remblai de type 1, 2 et 5:
  - .1 Épandre les matériaux de remblai en couches uniformes ne dépassant pas 150mm d'épaisseur après compactage, jusqu'aux niveaux indiqués. Compacter chaque couche avant d'épandre la couche suivante.



3.12 REMBLAYAGE  
(Cont'd)

- .4 (Cont'd)
  - .1 (Cont'd)
  - .2 Remblai de type 3:
    - .1 Épandre les matériaux de remblai en couches uniformes ne dépassant pas 300mm d'épaisseur après compactage, jusqu'aux niveaux indiqués. Compacter chaque couche avant d'épandre la couche suivante.
- .5 Utiliser des matériaux de remplissage / remblai du type indiqué ou prescrit ci-après. Les masses volumiques obtenues sont des pourcentages de masses volumiques maximales calculés à partir de la masse volumique sèche maximale corrigée, sauf indication contraire.
  - .1 Côté extérieur des murs périmétriques:
    - .1 Remblayer jusqu'au niveau de la couche de forme avec des matériaux de type 4. Compacter à 95%.
  - .2 Infrastructures de chaussée:
    - .1 Effectuer le compactage d'épreuve de la couche de forme exposée jusqu'à 100% de la densité Proctor normalisée.
    - .2 Placer du matériau de fondation de type 1 selon les indications. Compacter à 100%.
  - .3 Remblayer avec des matériaux de type 3 dans les endroits indiqués. Compacter jusqu'à:
    - .1 85% sous les zones d'aménagement paysager;
    - .2 95% sous les zones revêtues.
  - .4 Remblayer avec des matériaux de type 6 (pierre de décantation) dans les endroits indiquées. Compacter jusqu'à 70% de densité relative.
- .6 Remblayer autour des ouvrages
  - .1 Mettre en place les matériaux d'assise et de recouvrement conformément aux prescriptions formulées ailleurs.

<u>3.12 REMBLAYAGE (Cont'd)</u>	.6	(Cont'd)
	.2	Ne pas remblayer autour ou au-dessus des ouvrages en béton coulé en place dans les 24 heures suivant le coulage du béton.
	.3	Mettre les couches de remblai en place simultanément, de part et d'autre des ouvrages installés, afin d'équilibrer les charges exercées.
	.4	Lorsque la terre est susceptible d'exercer temporairement des pressions inégales sur les murs ou sur les autres ouvrages, recourir à l'une ou l'autre des méthodes suivantes.
	.1	Laisser le béton durcir pendant au moins quatorze (14) jours, ou attendre qu'il soit suffisamment résistant pour supporter les pressions exercées par le remblai et par le compactage, et qu'il ait été examiné par l'ingénieur.
	.2	Si l'ingénieur l'autorise, installer des étais ou des étrésillons afin de compenser les différences de pressions, et laisser ces dispositifs en place jusqu'à ce que l'ingénieur en autorise le retrait.
	.7	Réaliser des remblais dimensionnellement stabilisés aux endroits indiqués.
	.8	Consolider et niveler ces remblais dimensionnellement stabilisés à l'aide de vibrateurs internes.
	.9	Installer le système de drainage, de filtration dans le remblai, selon les directives de l'ingénieur.
<u>3.13 ESSAI DE COMPACTAGE</u>	.1	L'entrepreneur doit donner accès au site à un tiers entrepreneur qualifié pour qu'il puisse effectuer des essais de compactage.
	.2	Le MDN assumera les coûts des essais de compactage s'ils démontrent des résultats positifs. Cependant, si les résultats sont négatifs, l'entrepreneur devra assumer les coûts de correction de l'essai initial ainsi que des essais supplémentaires, et ce, jusqu'à ce que les essais démontrent des résultats positifs.
<u>3.14 ENLEVEMENT ET ÉLIMINATION DES MATÉRIAUX CONTAMINÉS PAR HYDROCARBURES</u>	.1	Excaver les limons, les sédiments, les matières organiques et la boue contaminés, les transporter et les éliminer dans une décharge approuvée, conformément à la réglementation du ministère de l'Environnement de la Nouvelle-Écosse.

3.14 ENLEVEMENT ET  
ÉLIMINATION DES  
MATÉRIAUX CONTAMINÉS  
PAR HYDROCARBURES  
(Cont'd)

- .2 Séparer le sol contaminé du sol réutilisable. Fournir des bâches imperméables ou des matériaux équivalents pour y entasser le sol contaminé et le recouvrir afin d'éviter qu'il ne s'infilte dans les sols avoisinants.
- .3 Si le sol au-dessus de la chaussée existante a été infiltré par des hydrocarbures ou si la chaussée doit être enlevée pour avoir accès aux sols contaminés, il faut fournir le prix unitaire pour le remplacement de la couche de base en gravier compacté et du fini de la chaussée.
- .4 Tous les camions utilisés pour le transport des matières contaminées par les hydrocarbures doivent être munis de hayons scellés en bon état de fonctionnement afin d'éviter que des fuites de boue ou de liquide ne s'échappent du camion.
- .5 L'entrepreneur doit s'assurer que la caisse de camion est étanche et qu'aucune fuite ne se produit avant et durant le transport des matériaux. Tout véhicule ne respectant pas ces conditions sera rejeté.
- .6 En cas de déversement pendant le transport, l'entrepreneur sera responsable de nettoyage immédiat et devra informer l'ingénieur et les autorités compétentes.
- .7 Tous les camions servant au transport de matières contaminées par les hydrocarbures doivent utiliser une bâche Nicolow (bâche pour asphalte) ou une bâche équivalente approuvée.
- .8 Tous les camions doivent être nettoyés à l'installation d'élimination des sols contaminés, s'ils ne retournent pas pour être rechargés.
- .9 L'entrepreneur sera responsable du nettoyage de son propre matériel.

3.15 REMISE EN ÉTAT DES  
LIEUX

- .1 Une fois les travaux terminés, enlever les matériaux de rebut et les débris, régaler les pentes et corriger les défauts selon les directives de l'ingénieur.
- .2 Replacer la terre végétale selon les directives de l'ingénieur.
- .3 Remettre les pelouses au niveau où elles se trouvaient avant le début des travaux d'excavation.

3.15 REMISE EN ÉTAT DES  
LIEUX

(Cont'd)

- .4 Remettre les revêtements de chaussée et les trottoirs touchés par les travaux dans l'état et au niveau où ils se trouvaient avant le début de ces derniers, en veillant à respecter l'épaisseur originale de ces ouvrages.
- .5 Nettoyer et remettre en état les zones touchées par les travaux, selon les directives de l'ingénieur.
- .6 Durant les 24 premières heures, utiliser un blindage temporaire pour supporter les charges exercées par la circulation sur les remblais dimensionnellement stabilisés.
- .7 Protéger les zones nouvellement nivelées contre l'érosion, y empêcher la circulation et les maintenir exempts de déchets ou de débris.

## PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

### 1.1 RÉFÉRENCES

- .1 American National Standards Institute / American Water Works Association (ANSI/AWWA)
  - .1 AWWA C104/A21.4, Cement-Mortar Lining for Ductile-Iron Pipe and Fittings for Water.
  - .2 AWWA C105/A21.5, Polyethylene Encasement for Ductile-Iron Pipe Systems.
  - .3 AWWA C110/A21.10, Ductile-Iron and Gray-Iron Fittings.
  - .4 AWWA C111/A21.11, Rubber-Gasket Joints for Ductile-Iron Pressure Pipe and Fittings.
  - .5 AWWA C150/A21.50, Thickness Design of Ductile-Iron Pipe.
  - .6 AWWA C151/A21.51, Ductile-Iron Pipe, Centrifugally Cast, for Water.
  - .7 AWWA C153/A21.53, Ductile-Iron Compact Fittings.
  - .8 AWWA C200, Steel Water Pipe - 6 in. (150 mm) and Larger.
  - .9 AWWA C203, Coal-Tar Protective Coatings and Linings for Steel Water Pipe.
  - .10 AWWA C205, Cement-Mortar Protective Lining and Coating for Steel Water Pipe, 4 in. (100 mm) and Larger, Shop Applied.
  - .11 AWWA C206, Field Welding of Steel Water Pipe.
  - .12 AWWA C207, Steel Pipe Flanges for Waterworks Service, Sizes 4 in. Through 144 in. (100 mm through 3,600 mm).
  - .13 AWWA C208, Dimensions for Fabricated Steel Water Pipe Fittings.
  - .14 AWWA C300, Reinforced Concrete Pressure Pipe, Steel-Cylinder Type.
  - .15 AWWA C301, Prestressed Concrete Pressure Pipe, Steel-Cylinder Type.

## 1.1 RÉFÉRENCES (Cont'd)

- .1 (Cont'd)
  - .16 AWWA C303, Concrete Pressure Pipe, Bar-Wrapped, Steel-Cylinder Type.
  - .17 AWWA C500, Metal-Seated Gate Valves for Water Supply Service.
  - .18 AWWA C504, Rubber-Seated Butterfly Valves.
  - .19 AWWA C600, Installation of Ductile-Iron Water Mains, and Their Appurtenances.
  - .20 AWWA C602, Cement-Mortar Lining of Water Pipelines - 4 in. (100 mm) and Larger.
  - .21 AWWA C651, Disinfecting Water Mains.
  - .22 AWWA C800, Underground Service Line Valves and Fittings.
  - .23 AWWA C900, Polyvinyl Chloride (PVC) Pressure Pipe, and Fabricated Fittings, 4 in. Through 60 in. (100 mm Through 1,500 mm).
- .2 American Society for Testing and Materials International (ASTM)
  - .1 ASTM A53/A53M, Standard Specification for Pipe, Steel, Black and Hot Dipped, Zinc Coated, Welded and Seamless.
  - .2 ASTM A123/A123M, Standard Specification for Zinc (Hot-Dip Galvanized) Coatings on Iron and Steel Products.
  - .3 ASTM A307, Standard Specification for Carbon Steel Bolts, Studs, and Threaded Rod 60000 PSI Tensile Strength.
  - .4 ASTM B88M, Standard Specification for Seamless Copper Water Tube (Metric).
  - .5 ASTM C76M, Standard Specification for Reinforced Concrete Culvert, Storm Drain, and Sewer Pipe (Metric).
  - .6 ASTM C443M, Standard Specification for Joints for Concrete Pipe and Manholes, Using Rubber Gaskets (Metric).
  - .7 ASTM C478M, Standard Specification for Circular Precast Reinforced Concrete Manhole Sections (Metric).

1.1 RÉFÉRENCES  
(Cont'd)

---

- .2 (Cont'd)
    - .8 ASTM D3034, Standard Specification for Type PSM Poly (Vinyl Chloride) (PVC) Sewer Pipe and Fittings.
    - .9 ASTM D3350, Standard Specification for Polyethylene Plastics Pipe and Fittings Materials.
    - .10 ASTM F714, Standard Specification for Polyethylene (PE) Plastic Pipe (DR-PR) Based on Outside Diameter.
  - .3 American Water Works Association (AWWA) /Manual of Practice
    - .1 AWWA M9, Concrete Pressure Pipe.
    - .2 AWWA M11, Steel Water Pipe: A Guide for Design and Installation.
    - .3 AWWA M17, Fire Hydrants: Installation, Field Testing, and Maintenance.
  - .4 CSA International
    - .1 CSA Série A257, Normes sur les tuyaux en béton et les éléments de regards.
    - .2 CSA A3000, Compendium des matériaux liants.
    - .3 CSA B137 série, Recueil de normes sur la tuyauterie sous pression en matière thermoplastique.
    - .4 CSA B1800, Recueil de normes sur les tuyaux thermoplastiques sans pression.
    - .5 CSA G30.18, Barres d'acier au carbone pour l'armature du béton.
  - .5 Laboratoires des assureurs du Canada (ULC)
    - .1 CAN/ULC-S520, Norme sur les poteaux d'incendie.
  - .6 The Master Painters Institute (MPI)
    - .1 Architectural Painting Specification Manual - édition courante.
  - .7 Ministère de la Justice Canada (Jus)
    - .1 Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE), 1999.
-

#### 1.1 RÉFÉRENCES

(Cont'd)

- .8 Transport Canada (TC)
- .1 Loi sur le transport des marchandises dangereuses, 1992.

#### 1.2 QUALITÉ D'EXÉCUTION

- .1 Tous les travaux doivent être exécutés par des personnes de métier compétentes et supervisées en tout temps par un contremaître compétent.

#### 1.3 CALENDRIER DES TRAVAUX

- .1 Établir le calendrier des travaux de façon à interrompre le moins possible les services existants.
- .2 Soumettre à l'approbation un calendrier des interruptions prévues; respecter par la suite le calendrier approuvé par l'ingénieur.
- .3 Lorsqu'il faut interrompre la distribution d'eau, en informer l'ingénieur au moins 24 heures à l'avance.
- .4 Informer le service des incendies de toute interruption prévue ou accidentelle de la distribution d'eau aux bornes d'incendie.
- .5 Fournir et installer un panneau d'affichage « Hors service » sur les bornes hors service.
- .6 Aviser le service de police local de toute entrave prévue à la circulation.

#### 1.4 TUYAUTERIE

- .1 Le type et le format de la tuyauterie, des robinets et des raccords doivent être prescrits dans les dessins ou indiqués par l'ingénieur.
- .2 Toute la tuyauterie doit être de même qualité de fabrication et de même format que les produits utilisés antérieurement à moins d'indications contraires écrites de l'ingénieur.

#### 1.5 AUTORISATION ET ACCRÉDITATION

- .1 La mise à l'essai du dispositif anti-refoulement (DAR) sera effectuée par un vérificateur spécialisé dans ce type de dispositif et accrédité par la «Halifax Regional Water Commission». Les licences des vérificateurs doivent être renouvelées à chaque an.



## PARTIE 2 - PRODUITS

### 2.1 TUYAUX, JOINTS ET RACCORDS

- .1 Tuyaux en fonte ductile:
  - .1 Conformes à la norme AWWA C150/A21.50, AWWA C151/A21.51, et AWWA C153/A21.53, avec revêtement intérieur en mortier de ciment conforme à la norme ANSI/AWWA C104/A21.4.
- .2 Joints et raccords pour tuyaux en fonte ductile:
  - .1 Joints:
    - .1 Joints à simple pression:
      - .1 Selon la norme AWWA C111/A21.11.
  - .2 Garnitures d'étanchéité en caoutchouc, pour joints mécaniques:
    - .1 Selon la norme AWWA C111/A21.11.
  - .3 Garnitures d'étanchéité en caoutchouc pour joints à brides, de 1,6 mm d'épaisseur:
    - .1 Selon la norme AWWA C111/A21.11.
  - .4 Boulons, écrous à six (6) pans, et rondelles:
    - .1 Conformes à la norme ASTM A307, série robuste.
  - .5 S'assurer que les joints permettent la conductivité électrique entre les tuyaux.
- .3 Raccords:
  - .1 Raccords en fonte et en fonte ductile, à joint mécanique, de diamètre nominal égal ou supérieur à NPS 3:
    - .1 Conformes à la norme AWWA C110/A21.10.
  - .2 Raccords en fonte, à brides, de diamètre nominal égal ou supérieur à NPS 3:
    - .1 Conformes à la norme AWWA C110/A21.10.
  - .3 Coudes à petit rayon:

2.1 TUYAUX, JOINTS ET  
RACCORDS

(Cont'd)

- .3 (Cont'd)
  - .3 (Cont'd)
    - .1 Conformes à la norme AWWA C153/A21.53.
- .4 Conduite d'égouts à écoulement libre en chlorure de polyvinyle (PVC):
  - .1 Conformes à la norme AWWA C900, DR18 (Windsor Park). Les raccords et les joints doivent être compatibles avec le système de tuyauterie.
- .5 Tuyaux en chlorure de polyvinyle (PVC) pour adduction sous pression:
  - .1 Conformes à la norme ASTM D3034 SDR28.
- .6 Tuyaux en béton armé:
  - .1 Conformes à la norme CSA Série A257.
  - .2 Joints:
    - .1 A brides, conformes à la norme AWWA C207 à simple pression, conformes à la norme AWWA C111/A21.11 quant à la performance.
  - .3 Joints pour raccords:
    - .1 A brides, conformes à la norme AWWA C207, à simple pression, conformes à la norme AWWA C111/A21.11 quant à la performance.
  - .4 Raccords:
    - .1 En béton armé, conformes à la norme AWWA C301 et AWWA C303

2.2 REVETEMENT DE  
PROTECTION

- .1 Protéger les canalisations en fonte installées dans des sols agressifs conformément aux pratiques locales ainsi qu'aux exigences des autorités compétentes.

2.3 ROBINETTERIE ET  
BOUCHES A CLÉ

- .1 Les appareils de robinetterie doivent s'ouvrir dans le sens antihoraire.
  - .2 Robinets-vannes:
-

- 2.3 ROBINETTERIE ET BOUCHES A CLÉ (Cont'd)
- .2 (Cont'd)
    - .1 Conformes à la norme AWWA C500, à tige fixe pour les installations souterraines et à tige montante pour les installations hors-sol.
  - .3 Des vannes souterraines doivent être installées aux endroits indiqués. Celles-ci doivent être munies d'un indicateur montrant de façon précise si elles sont en position ouverte ou fermée.
  - .4 Tous les nouveaux robinets souterrains installés doivent être munis de boîtes à clapet identifiées par le mot «EAU». La section supérieure doit s'ajuster au niveau du terrain fini.

- 2.4 MATÉRIAUX DE REMBLAI
- .1 Matériaux de remblai:
    - .1 Selon les indications et conformes à la section 31 23 33.01 - Excavation, creusage de tranchées et remblayage.

### PARTIE 3 - EXÉCUTION

- 3.1 TRAVAUX PRÉPARATOIRES
- .1 Avant de procéder à la mise en place, éliminer l'eau ou les débris qui se sont accumulés à l'intérieur des tuyaux, raccords, appareils de robinetterie, bornes d'incendie et autre matériel connexe.
    - .1 Vérifier le matériel avec soin afin de déceler toute défectuosité et le faire approuver par l'ingénieur.
    - .2 Retirer le matériel défectueux du chantier, selon les directives de l'ingénieur.

- 3.2 ESSAIS HYDROSTATIQUES ET D'ÉTANCHÉITÉ
- .1 Effectuer les essais conformément aux exigences de la norme AWWA C600.
  - .2 Fournir la main-d'oeuvre, le matériel et les matériaux nécessaires pour effectuer les essais hydrostatiques et d'étanchéité décrits ci-après.
  - .3 Informer l'ingénieur au moins 24 heures avant la tenue des essais.
    - .1 Effectuer les essais en présence de l'ingénieur.

3.2 ESSAIS  
HYDROSTATIQUES ET  
D'ÉTANCHÉITÉ  
(Cont'd)

- .4 Lorsqu'une portion quelconque du réseau comporte des butées en béton, les essais doivent être effectués au moins cinq (5) jours après le coulage du béton; ce délai peut être ramené à deux (2) jours lorsqu'un béton à prise rapide a été utilisé.
- .5 Effectuer les essais par tronçon mesurant 365 m au plus, sauf autorisation contraire de la part de l'ingénieur.
- .6 Une fois la mise en place terminée et les travaux inspectés par l'ingénieur, entourer et recouvrir les tuyaux, entre les joints, de matériaux granulaires approuvés, selon les directives de l'ingénieur.
- .7 Laisser les bornes d'incendie, les vannes, les joints et les raccords à découvert.
- .8 Lorsque les essais sont effectués à des températures inférieures au point de congélation, protéger contre le gel les bornes d'incendie, les vannes, les joints et les raccords.
- .9 Étayer et assujettir les bouchons femelles, les coudes, les tés et les appareils de robinetterie afin d'éviter que ces éléments se déplacent sous l'effet de la pression, au moment de commencer les essais.
- .10 Ouvrir les appareils de robinetterie.
- .11 Expulser l'air de la conduite principale en la remplissant lentement d'eau potable.
  - .1 Installer des robinets de prise aux points hauts de la conduite, là où il n'y a pas de dispositifs purgeurs d'air / brise-vide.
  - .2 Une fois les essais terminés, si les résultats sont satisfaisants, enlever les dits robinets et obturer les orifices au moyen de boucons.
- .12 Inspecter soigneusement les éléments laissés à découvert et réparer les fuites le cas échéant.
- .13 Pendant que le réseau est sous pression, inspecter les tuyaux, les joints, les raccords et les accessoires connexes laissés à découvert.
- .14 Le cas échéant, enlever les joints, les raccords et les accessoires connexes défectueux et les remplacer par du matériel neuf, en bon état, et en assurer l'étanchéité.

3.2 ESSAIS  
HYDROSTATIQUES ET  
D'ÉTANCHÉITÉ  
(Cont'd)

---

- .15 Répéter l'essai hydrostatique jusqu'à ce que toutes les  
défauts aient été corrigés.

3.3 RECOUVREMENT DES  
CANALISATIONS

---

- .1 Une fois l'installation des tuyaux terminée et l'ouvrage dûment  
inspecté par l'ingénieur, recouvrir les canalisations de matériaux  
granulaires selon les indications.
- .2 Selon les indications, placer les matériaux granulaires à la main,  
en couches uniformes d'une épaisseur ne dépassant pas 150 mm  
après compactage.
- .3 Placer chaque couche uniformément et simultanément de part  
et d'autre des canalisations.
- .4 Ne pas utiliser de matériaux gelés pour le recouvrement des  
canalisations.
- .5 Du radier jusqu'à mi-hauteur de la canalisation, compacter  
chaque couche jusqu'à au moins 95 % de la masse volumique  
sèche maximale corrigée.

3.4 REMBLAYAGE

---

- .1 Placer les matériaux de remblai par-dessus la couche de  
recouvrement, en couches uniformes d'une épaisseur ne  
dépassant pas 150 mm après compactage, jusqu'au niveau  
indiqué.
- .2 Ne pas utiliser des matériaux gelés pour le remblayage.
- .3 Sous les chaussées et les surfaces piétonnières, compacter les  
matériaux de remblai jusqu'à au moins 95% de la masse  
volumique sèche maximale corrigée.
- .1 Ailleurs, compacter les matériaux de remblai jusqu'à au  
moins 90% de la masse volumique sèche maximale  
corrigée.

3.5 ESSAIS DE DÉBIT DES  
BORNES D'INCENDIE

---

- .1 Soumettre chaque borne d'incendie à un essai pour en  
déterminer le débit, avant que ne soient peints le chapeau et les  
bouchons des prises.

3.6 PEINTURAGE DES  
BORNES D'INCENDIE

---

- .1 Une fois les bornes d'incendie installées, les peindre de couleur  
rouge.
-

- |  |    |  |
|--|----|--|
| <u>3.6 PEINTURAGE DES BORNES D'INCENDIE (Cont'd)</u> | .2 | Après avoir soumis les bornes aux essais de débit, en peindre le chapeau et les bouchons des prises selon les couleurs approuvées par les autorités compétentes.                               |
| <u>3.7 REMISE EN ÉTAT DES SURFACES</u>               | .1 | Une fois terminés l'installation et le remblayage des conduites et des canalisations de distribution d'eau, remettre les surfaces dans leur état initial, selon les directives de l'ingénieur. |
| <u>3.8 NETTOYAGE</u>                                 | .1 | Nettoyage en cours de travaux: Effectuer les travaux de nettoyage conformément à la section 01 74 11 - Nettoyage.  |
|  | .2 | Effectuer le nettoyage du chantier après l'installation afin d'éliminer la saleté et les débris accumulés, attribuables aux travaux de construction et à l'environnement.                      |
|  | .3 | Une fois les travaux d'installation terminés, évacuer du chantier les matériaux en surplus, les matériaux de rebut, les outils et les barrières de sécurité.                                   |